

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1821

19 juillet 2012

SOMMAIRE

Amazon Insurance & Pension Services S.à r.l.	87371	Quadra Kaiserslautern S.à r.l.	87387
AXA Redilion Management S.à.r.l.	87385	Quadra Mainz BZ S.à r.l.	87387
Cable International SA	87390	Quadra Mainz Telekom S.à r.l.	87387
Cable International S.à r.l.	87390	Quadra Mainz Volkspark S.à r.l.	87387
Delphilug S.A.	87362	Quadra Stuttgart S.à r.l.	87388
Donzelle S.A.	87362	Queensberry S.A.	87388
Fortis Private Real Estate Holding S.A. ou en abrégé FPRE HOLDING S.A.	87366	Rech International S.A.	87388
Ideactive Events	87367	Rech International S.A.	87389
Innova Financial Holding S.à r.l.	87366	Rech International S.A.	87389
Innova GTS Holding S.à r.l.	87367	Rech International S.A.	87389
Interport International S.A.	87367	Rech International S.A.	87389
IVG Praterstrasse Beteiligungs GmbH ...	87368	Rech International S.A.	87389
Lehner Investments Advice S.A.	87368	Redpier Holdings S.à.r.l.	87388
Lux-Langues S.A.	87366	Rock Ridge RE 15	87388
Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	87369	SCHWEITZER ART et DESIGN S.à r.l. ..	87407
NATLAND Finance S.à r.l.	87367	Schweitzer Décoration, s.à r.l.	87407
Nova Brands S.A.	87368	Sea-Invest Afrique S.A.	87408
Orion Master II Luxembourg S.à r.l.	87369	Self Service Vivot S.à.r.l.	87408
P5 DP INV S.à.r.l.	87386	Silcart S.A.	87385
People Primetime	87371	Siltarc S.A.	87386
Phileas S.A.	87386	Silverstein CEE Holdings S.à r.l.	87389
Phi-Logos A.G.	87385	Sirius Investment Fund Sicav-SIF	87390
Photo Dichter	87386	Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois	87408
Polo Holding Luxembourg S.à r.l.	87362	SuadaSoft S.à.r.l.	87408
Praefinium Group S.A.	87366	Summit Partners RKT S.à r.l.	87371
Promoin S.A.	87370	Systemberatung S.à r.l.	87408
Pyrotex UK 1 S.A.	87369	The European Acquisition Company 2 S.à r.l.	87370
Quadra Hamburg 2 S.à r.l.	87387	Ufilug S.A.	87370
Quadra Hamburg S.à r.l.	87386	Valentine Finance S.à r.l.	87371

Polo Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 104.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075731/9.

(120106812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Delphilug S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 143.635.

Extrait de la décision du 30 juin 2011 de l'assemblée générale des actionnaires

1. Il est décidé le renouvellement des mandats d'administrateurs de Messieurs:

- Patrice Pfistner, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Luciano Dal Zatto, demeurant professionnellement aux 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg;
- Matheus Vencken demeurant professionnellement au 326, Avenue Louise, 1050 Bruxelles, Belgique

jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014 statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

2. Il est également décidé la nomination du mandat de réviseur d'entreprises agréée d'Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Luxembourg, pour un an, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2012 afin de statuer sur les comptes au 31 décembre 2011.

Référence de publication: 2012074776/16.

(120106116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Donzelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 169.613.

STATUTS

L'an deux mille douze, le quatorze juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

la société «Investment Company of Luxembourg S.A.» en abrégé «ICL», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 12 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

ici valablement représentée par deux administrateurs, à savoir Madame Frédérique MIGNON, employée privée, avec adresse professionnelle au 12 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et Monsieur Alain GEURTS, employé privé, avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de «DONZELLE S.A.».

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle détient des participations directes ou indirectes, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-) divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un euros (EUR 31.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital autorisé est fixé à trois millions cent mille euros (EUR 3.100.000.-) qui sera représenté par cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de trente-et-un euros (EUR 31.-) chacune.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois en temps qu'il jugera utile le capital souscrit dans les limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

La société est encore autorisée à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés commerciales. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

La société peut, dans la mesure et aux conditions fixées par la loi racheter ses propres actions.

La société peut en outre émettre des actions rachetables et procédés au rachat de celles-ci dans les conditions de l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales.

Usufruit et Nue-propriété

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action représentative du capital social souscrit pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un autre actionnaire dénommé «nu-propiétaire».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés pour chaque action sont les suivants:

- droits de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires, sauf pour l'assemblée se prononçant sur la mise en liquidation de la société,

- droit aux dividendes,

Les droits attachés à la qualité de nu-propiétaire et conférés pour chaque action sont ceux qui sont déterminés par le droit commun pour autant qu'ils n'aient pas été expressément réservés ci-avant à l'usufruitier et en particulier le droit au produit de la liquidation de la société.

La titularité de l'usufruit et de la nue-propriété des actions sera matérialisée et établie de la façon suivante:

Si les actions sont nominatives, par inscription dans le registre des actionnaires:

- en regard du nom de l'usufruitier de la mention «usufruit»,

- en regard du nom du nu-propiétaire de la mention «nue-propriété».

Si les actions sont au porteur par une attestation de dépôt des actions au nom de l'indivision usufruit ou nue-propriété.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leur successeurs soient élus.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle du délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier vendredi du mois de mai de chaque année à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine exceptionnellement le 31 décembre 2012.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2013.

Souscription et Libération

Les mille (1.000) actions sont souscrites par la société «Investment Company of Luxembourg S.A.» en abrégé «ICL», prénommée.

Toutes les actions ainsi souscrites ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente-et-un mille euros (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cents euros.

Décision de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire, représentant l'intégralité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à TROIS (3) et celui des commissaires à UN (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

1) Monsieur Alain GEURTS, né le 13 septembre 1962 à Nioki, République Démocratique du Congo, employé privé, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

2) Madame Frédérique MIGNON, née le 19 janvier 1973 à Bastogne (Belgique), employée privée, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

3) Monsieur Guillaume SCROCCARO, né le 09 septembre 1977 à Thionville, employé privé, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Monsieur Alain GEURTS, prénommé, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

Est nommé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Marc Besch, demeurant professionnellement au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire à tenir en l'an 2018.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les mandataires de la partie comparante prémentionnée ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. MIGNON, A. GEURTS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 juin 2012. Relation: EAC/2012/7780. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012074786/191.

(120105788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Praefinium Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 136.410.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075733/9.

(120107552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Fortis Private Real Estate Holding S.A. ou en abrégé FPRE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 105.847.

EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 11 juin 2012:

- d'accepter les démissions de Messieurs Benoît Lejeune et Arnaud Schreiber de leur mandat d'administrateur de catégorie A de la société.

- de nommer Monsieur Benoît Frin, né le 13 janvier 1971 à Namur (Belgique) et demeurant professionnellement à B-1210 Bruxelles, 55, rue du Progrès, en qualité d'administrateur de catégorie B de la société et ce, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

- de modifier la catégorie d'administrateur de Monsieur Frédéric Matteredne d'administrateur de catégorie B en administrateur de catégorie A.

Le conseil d'administration se compose désormais des 3 membres suivants:

- Monsieur Frédéric Matteredne, administrateur de catégorie A

- Monsieur Marcus Smits, administrateur de catégorie B

- Monsieur Benoît Frin, administrateur de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2012.

Pour FORTIS PRIVATE REAL ESTATE HOLDING SA, en abrégé FPRE HOLDING SA

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012074870/25.

(120106052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Innova Financial Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.343.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074916/10.

(120106127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Lux-Langues S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 5, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 77.206.

Révocation au poste de commissaire aux comptes, la société SOLOGEST AUDIT ET CONSEIL ayant son siège à 5 rue Pellerin F-57106 Thionville (France).

Nomination au poste de commissaire aux comptes, la société CODEJA S.à r.l. RCS B71771 ayant son siège à 18-20 rue Michel Rodange L-2430 Luxembourg. Son mandat expirera à l'assemblée générale de 2012.

Renouvellement au poste d'administrateur et au poste d'administrateur délégué, Mme GUNDULA HEYER, né le 22 avril 1957 à DORTMUND (Allemagne), demeurant 72 rue du cimetière, L-1338 Luxembourg, Son mandat expirera en 2012

Renouvellement au poste d'administrateur, la société anonyme PIERINVEST S.A. ayant son siège à 72 rue du cimetière L-1338 Luxembourg. Son mandat expirera en 2012

Renouvellement au poste d'administrateur, Mme MARIE-LOUISE MONTONATI, née le 22 Novembre 1956 à Villerupt (France), demeurant 1 Grand Rue F-54680 Crusnes. Son mandat expirera en 2012

Luxembourg, le 08/05/2006.

Signature.

Référence de publication: 2012075028/19.

(120106121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Ideactive Events, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 156.168.

La convention de domiciliation conclue entre la société IDEACTIVE EVENTS, société à responsabilité limitée au capital de EUR 70.126,55, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156168 et l'agent domiciliataire, CENTRALIS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113474, a été résiliée avec effet au 26 juin 2012,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2012074924/14.

(120106118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Innova GTS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 137.153.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074944/10.

(120106126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Interport International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 53.180.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 25 juin 2012, la décision suivante a été prise:

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, a été nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg:

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012074952/12.

(120106136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

NATLAND Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CZK 400.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 166.919.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 15 juin 2012

En date du 15 juin 2012 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Vladimir BRUNO, en tant que gérant de classe A de la Société et ce avec effet au 15 juin 2012.

- de nommer Jan KOTATKO, né le 3 juin 1970 à Mlada Boleslav, République Tchèque, demeurant professionnellement au 394/17 Sokolovská, 186 00 Prague 8, République Tchèque, en tant que gérant de classe A pour une durée indéterminée, et ce avec effet au 15 juin 2012.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérant de classe A:

- Monsieur Jan KOTATKO

Gérants de classe B:

- Monsieur Richard BREKELMANS

- Monsieur Johan DEJANS

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2012.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2012075082/25.

(120106137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

IVG Praterstrasse Beteiligungs GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 146.715.

Die Aktiengesellschaft „HRI Lux Verwaltungsgesellschaft S.A.“ mit Gesellschaftssitz in L-2180 Luxemburg, 4, rue Jean Monnet, und eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 145943,

als alleiniger Anteilseigner der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «IVG Praterstrasse Beteiligungs GmbH» mit Gesellschaftssitz in L-2420 Luxemburg, 24, avenue Emile Reuter, und eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 146715,

hat ihre Gesellschaftsbezeichnung umgeändert in IVG Austria (Lux) Verwaltungsgesellschaft S.A. sowie ihren Gesellschaftssitz verlegt nach L-2420 Luxemburg, 24, avenue Emile Reuter, gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, am 1. Juni 2012, noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Luxembourg, le 25. Juni 2012.

Référence de publication: 2012074968/17.

(120106135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Lehner Investments Advice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 156.141.

Rectificatif concernant le dépôt n° L120100767 du 18/06/2012

Extrait des résolutions adoptées par Verwaltungsrat de la Société en date du 11 juin 2012:

1. la nomination de Verwaltungsratsmitglied Florian Haslinger avec adresse à 144 Hohenzollernstrasse, D-80796 Munich - Allemagne a été acceptée avec effet au 1^{er} juin 2012 et ce, pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012075006/15.

(120106168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Nova Brands S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 75.935.

Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de façon extraordinaire en date du 10 février 2012

7^{ème} Résolution:

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat d'Administrateurs de Monsieur Romain THIL-

LENS (Président du Conseil d'Administration), de Monsieur Roger K HOURIMELKI et de Monsieur Jean-Pierre GRENIER DE CARDENAL, ainsi que celui de Commissaire de HRT REVISION S.A. pour une nouvelle période d'un an jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2012.

Changement d'adresse

La Société a été informée du changement d'adresse de son Administrateur, Monsieur Romain THILLENS ayant désormais son adresse au 50, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg. La Société a été informée du changement d'adresse de son Administrateur, Monsieur Jean-Pierre GRENIER DE CARDENAL ayant désormais son adresse au 221, route du Mandement, CH-1242 Satigny, Suisse.

La Société a été informée du changement d'adresse de son Commissaire aux Comptes, H.R.T. Révision ayant désormais son adresse au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NOVA BRANDS S.A.

Référence de publication: 2012075089/24.

(120106122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 768.291,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 161.541.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle de la société tenue à Luxembourg le 21 juin 2012

L'assemblée décide de renouveler le mandat des gérants suivants jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle de la Société en relation avec l'approbation des comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2012:

- Madame Samia RABIA, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse,
- Monsieur James Allan McCOLL, demeurant à MC-98000 Monaco, Avenue Princesse Grace,
- Madame Shauna POWELL, demeurant à GB - G74 5PA East Kilbridge, 1, Redwood Crescent Peel Park,
- Monsieur Pierre METZLER, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse,
- Monsieur François BROUXEL, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075056/17.

(120106041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Orion Master II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 101.499.

Les statuts coordonnés au 14 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2012075102/11.

(120106139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Pyrotex UK 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.430.

EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 26 avril 2012:

- de désigner PricewaterhouseCoopers Sarl ayant son siège social à 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.477, comme réviseur d'entreprises agréé de la société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PYROTEX UK 1 S.A.

BNP Paribas Real Estate Investment Management Luxembourg SA

Référence de publication: 2012075131/17.

(120106115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

The European Acquisition Company 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 117.990.

—
Extrait des résolutions prises par écrit par l'associé unique de la société en date du 20 juin 2012

Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par écrit par The Luxembourg Acquisition Company S.à r.l. (TLAC), associé unique de la Société (l'Associé Unique) en date du 20 juin 2012, que:

- l'Associé Unique a constaté et accepté la démission de Monsieur Warith Al-Kharusi en tant que gérant A de la Société avec effet au 20 juin 2012; et

- l'Associé Unique a décidé de nommer Monsieur Federigo Cannizzaro Di Belmontino, né le 12 septembre 1964 à La Spezia (Italie) et résidant professionnellement au 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, en tant que nouveau gérant B de la Société avec effet au 20 juin 2012 pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Sharifa Al-Busaidy, gérant A;
- Jamila Al-Jabri, gérant A;
- Luxembourg International Consulting S.A., gérant B; et
- Federigo Cannizzaro Di Belmontino, gérant B

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

The European Acquisition Company 2 S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012075226/25.

(120106053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Promoin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 64.698.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075735/9.

(120107276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Ufilug S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 143.632.

—
Extrait de la décision du 30 juin 2011 de l'assemblée générale des actionnaires

1. Il est décidé le renouvellement des mandats d'administrateurs de Messieurs:

- Patrice Pfistner, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
 - Luciano Dal Zatto, demeurant professionnellement aux 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg;
 - Matheus Vencken demeurant professionnellement au 326, Avenue Louise, B-1050 Bruxelles, Belgique
- jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014 statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

2. Il est également décidé la nomination du mandat de réviseur d'entreprises agréée d'Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Luxembourg, pour un an, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2012 afin de statuer sur les comptes au 31 décembre 2011.

Référence de publication: 2012075253/16.

(120106117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Valentine Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 151.431.

La convention de domiciliation conclue entre la société VALENTINE Finance S.à r.l., société à responsabilité limitée au capital de EUR 12.500.-, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151431 et l'agent domiciliataire, CENTRALIS S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113474, a été résiliée avec effet au 26 juin 2012,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2012075266/14.

(120106169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Amazon Insurance & Pension Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 110.340.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires le 14 juin 2012

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat du Commissaire aux comptes, Monsieur Daniel Frank, demeurant à L-8357 Goebange, 20, Domaine du Beauregard, venant à échéance, pour la période expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2012.

Marco MOES

Gérant technique

Référence de publication: 2012075302/14.

(120106146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

People Primetime, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1731 Luxembourg, 5, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 142.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012075722/10.

(120107121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Summit Partners RKT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 800.138,14.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 169.548.

In the year two thousand and twelve, on the eighth day of June.

Before us MaTtre Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) Summit Partners Private Equity Fund VII-A, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of Delaware, USA, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 3950982, represented by its general partner Summit Partners PE VII, L.P., itself represented by its general partner Summit Partners PE VII, LLC;

duly represented by Mrs. Johanna Wittek, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 6 June 2012.

(2) Summit Partners Private Equity Fund VII-B, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of Delaware, USA, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 3950983, represented by its general partner Summit Partners PE VII, L.P., itself represented by its general partner Summit Partners PE VII, LLC;

duly represented by Mrs. Johanna Wittek, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 6 June 2012.

(3) Summit Partners Europe Private Equity Fund, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands having its registered office at PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under number MC-23307, represented by its general partner Summit Partners Europe, L.P., itself represented by its general partner Summit Partners Europe, Ltd.;

duly represented by Mrs. Johanna Wittek, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 6 June 2012.

(4) Summit Investors I, LLC, a limited liability company incorporated under the laws of Delaware, USA, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4524876, represented by its manager Summit Investors Management, LLC, itself represented by its manager Summit Partners, L.P., itself represented by its general partner Summit Master Company, LLC; and

duly represented by Mrs. Johanna Wittek, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 6 June 2012.

(5) Summit Investors I (UK), L.P., a limited partnership, incorporated under the laws of the Cayman Islands having its registered office at PO Box 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands,

registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands under number MC-25163, represented by its general partner Summit Investors Management, LLC, itself represented by its manager Summit Partners, L.P., itself represented by its general partner Summit Master Company, LLC;

duly represented by Mrs. Johanna Wittek, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 6 June 2012.

This proxies, after having been signed *in* varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Summit Partners RKT S.à r.l., a Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg trade and companies' register, having its registered office 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (hereafter the "Company"), incorporated on 25 May 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholders declared and asked the notary to record as follows:

1. The Shareholders hold all the twelve thousand five hundred (12,500) shares in issue in the Company.
2. The Shareholders hereby take decisions on the following items:

1. Conversion of the twelve thousand five hundred (12,500) existing shares of the Company into class J shares with specific rights and obligations.

2. Modification of the nominal value of the class J shares from one Euro (EUR 1.00) to one cent (EUR 0.01) and subsequent conversion of the twelve thousand five hundred (12,500) existing class J shares into one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) class J shares.

3. Creation of new classes of shares with specific rights and obligations, namely class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares, class F shares, class G shares, class H shares and class I shares and increase of the Company's share capital by issuance of fifteen million two thousand three hundred and seventeen (15,002,317) class A shares, fifteen million two thousand three hundred and seventeen (15,002,317) class B shares, five million four hundred and thirty-seven (5,000,437) class C shares, five million four hundred and thirty-seven (5,000,437) class D shares, five million eight hundred and fifty-nine (5,000,859) class E shares, five million eight hundred and fifty-nine (5,000,859) class F shares, seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class G shares, seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class H shares, seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class I shares and six million two hundred and fifty-one thousand six hundred and forty-seven (6,251,647) class J shares.

4. Amendment of the articles 5.1, 5.2 and 21.2 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the creation of ten (10) classes of shares and the split of the existing shares into each of the created classes of shares of the Company as set forth above.

The Shareholders, representing the entire share capital of the Company, require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company into twelve thousand five hundred (12,500) shares of class J (the "Class J Shares").

The Class J Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the Sixth Resolution here below.

Second resolution

The Shareholders resolve to decrease the nominal value of the Class J Shares from currently one Euro (EUR 1.00) to one cent (EUR 0.01) and to subsequently convert the twelve thousand five hundred (12,500) existing Class J Shares into one million two hundred-fifty thousand (1,250,000) Class J Shares. Each of the Shareholders shall receive one hundred (100) new Class J Shares for one (1) existing Class J Share so converted.

Third resolution

The Shareholders resolve to create nine (9) additional classes of shares named shares of class A (the "Class A Shares"), shares of class B (the "Class B Shares"), shares of class C (the "Class C Shares"), shares of class D (the "Class D Shares"), shares of class E (the "Class E Shares"), shares of class F (the "Class F Shares"), shares of class G (the "Class G Shares"), shares of class H (the "Class H Shares"), shares of class I (the "Class I Shares").

Fourth resolution

The Shareholders resolve that the Class A Shares and the Class B Shares shall reflect the Company's investment in a participation in "GermanCo 1" and shall as such be entitled to any proceeds derived from such investment. The Class A Shares and the Class B Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the sixth resolution here below.

The Shareholders resolve that the Class C Shares and the Class D Shares shall reflect the Company's investment in a participation in "GermanCo 2" and shall as such be entitled to any proceeds derived from such investment. The Class C Shares and the Class D Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the sixth resolution here below.

The Shareholders resolve that the Class E Shares and the Class F Shares shall reflect the Company's investment in a participation in "GermanCo 3" and shall as such be entitled to any proceeds derived from such investment. The Class E Shares and the Class F Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the sixth resolution here below.

The Shareholders resolve that the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares shall reflect the Company's investment in a participation in "GermanCo 4" and shall as such be entitled to any proceeds derived from such investment. The Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares shall have specific rights and obligations set out in the Company's articles of association as amended pursuant to the sixth resolution here below.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of seven hundred eighty-seven thousand six hundred thirty-eight euro and fourteen cent (EUR 787,638.14) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class J Shares to an amount of eight hundred thousand one hundred thirty-eight euro and fourteen cent (EUR 800,138.14) by the creation and issue of seventy-eight million seven hundred and sixty-three thousand eight hundred and fourteen (78,763,814) new shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each.

The Shareholders resolve to allocate the newly issued seventy-eight million seven hundred and sixty-three thousand eight hundred and fourteen (78,763,814) shares to the newly created share classes as follows:

- (a) fifteen million two thousand three hundred and seventeen (15,002,317) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (b) fifteen million two thousand three hundred and seventeen (15,002,317) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (c) five million four hundred and thirty-seven (5,000,437) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (d) five million four hundred and thirty-seven (5,000,437) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (e) five million eight hundred and fifty-nine (5,000,859) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;
- (f) five million eight hundred and fifty-nine (5,000,859) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) shares allocated to the Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) shares allocated to the Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) shares allocated to the Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) six million two hundred and fifty-one thousand six hundred and forty-seven (6,251,647) shares allocated to the Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

Subscription and payment

Thereupon,

(1) Summit Partners Private Equity Fund VII-A, L.P., pre-named, declares to subscribe for

(a) six million five hundred and sixty-four thousand three hundred and forty-six (6,564,346) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) six million five hundred and sixty-four thousand three hundred and forty-six (6,564,346) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) two million one hundred and eighty-seven thousand nine hundred and sixty-eight (2,187,968) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) two million one hundred and eighty-seven thousand nine hundred and sixty-eight (2,187,968) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) two million one hundred and eighty-eight thousand one hundred and fifty-three (2,188,153) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) two million one hundred and eighty-eight thousand one hundred and fifty-three (2,188,153) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of two hundred eighteen thousand eight hundred nine euro and thirty-four cent (EUR 218,809.34) to be fully allocated in the share capital account of the Company.

(2) Summit Partners Private Equity Fund VII-B, L.P., pre-named, declares to subscribe for

(a) three million nine hundred and forty-two thousand six hundred and fifty-two (3,942,652) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) three million nine hundred and forty-two thousand six hundred and fifty-two (3,942,652) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) one million three hundred and fourteen thousand one hundred and twenty-nine (1,314,129) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) one million three hundred and fourteen thousand one hundred and twenty-nine (1,314,129) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) one million three hundred and fourteen thousand two hundred and forty (1,314,240) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) one million three hundred and fourteen thousand two hundred and forty (1,314,240) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of one hundred thirty-one thousand four hundred twenty euro and forty-two cent (EUR 131,420.42) to be fully allocated in the share capital account of the Company.

(3) Summit Partners Europe Private Equity Fund, L.P., pre-named, declares to subscribe for

(a) four million four hundred and sixty-seven thousand forty-nine (4,467,049) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) four million four hundred and sixty-seven thousand forty-nine (4,467,049) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) one million four hundred and eighty-eight thousand nine hundred and sixteen (1,488,916) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) one million four hundred and eighty-eight thousand nine hundred and sixteen (1,488,916) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) one million four hundred and eighty-nine thousand forty-two (1,489,042) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) one million four hundred and eighty-nine thousand forty-two (1,489,042) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) seven million four hundred and eighty-seven thousand five hundred and eleven (7,487,511) shares allocated to the Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) seven million four hundred and eighty-seven thousand five hundred and eleven (7,487,511) shares allocated to the Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) seven million four hundred and eighty-seven thousand five hundred and eleven (7,487,511) shares allocated to the Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) six million two hundred and thirty-seven thousand five hundred and eleven (6,237,511) shares allocated to the Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each,

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of four hundred thirty-five thousand nine hundred euro and fifty-eight cent (EUR 435,900.58) to be fully allocated in the share capital account of the Company.

(4) Summit Investors I, LLC, pre-named, declares to subscribe for

(a) twenty-five thousand three hundred and sixty-three (25,363) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) twenty-five thousand three hundred and sixty-three (25,363) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) eight thousand four hundred and fifty-four (8,454) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) eight thousand four hundred and fifty-four (8,454) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) eight thousand four hundred and fifty-five (8,455) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) eight thousand four hundred and fifty-five (8,455) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) twelve thousand six hundred and eighty-two (12,682) shares allocated to the Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) twelve thousand six hundred and eighty-two (12,682) shares allocated to the Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) twelve thousand six hundred and eighty-two (12,682) shares allocated to the Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) twelve thousand six hundred and eighty-two (12,682) shares allocated to the Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each,

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of one thousand three hundred fifty-two euro and seventy-two cent (EUR 1,352.72) to be fully allocated in the share capital account of the Company.

(5) Summit Investors I (UK), L.P. pre-named, declares to subscribe for

(a) two thousand nine hundred and eight (2,908) shares allocated to the Class A Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(b) two thousand nine hundred and eight (2,908) shares allocated to the Class B Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(c) nine hundred and sixty-nine (969) shares allocated to the Class C Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(d) nine hundred and sixty-nine (969) shares allocated to the Class D Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(e) nine hundred and sixty-nine (969) shares allocated to the Class E Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(f) nine hundred and sixty-nine (969) shares allocated to the Class F Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(g) one thousand four hundred and fifty-four (1,454) shares allocated to the Class G Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(h) one thousand four hundred and fifty-four (1,454) shares allocated to the Class H Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each;

(i) one thousand four hundred and fifty-four (1,454) shares allocated to the Class I Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each; and

(j) one thousand four hundred and fifty-four (1,454) shares allocated to the Class J Shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each,

and to fully pay them up by a contribution in cash in an aggregate amount of one hundred fifty-five euro and eight cent (EUR 155.08) to be fully allocated in the share capital account of the Company.

The subscription price is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Sixth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders resolve to amend articles 5.1, 5.2 and 21.2 of the articles of incorporation of the Company to reflect the modifications contemplated in the above mentioned resolutions as follows:

Article 5.1. of the Company's articles of association shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at eight hundred thousand one hundred thirty-eight euro and fourteen cent (EUR 800,138.14) represented by (i) fifteen million two thousand three hundred and seventeen (15,002,317) class A shares (the "Class A Shares"), (ii) fifteen million two thousand three hundred and seventeen (15,002,317) class B shares (the "Class B Shares"), (iii) five million four hundred and thirty-seven (5,000,437) class C shares (the "Class C Shares"), (iv) five million four hundred and thirty-seven (5,000,437) class D shares (the "Class D Shares"), (v) five million eight hundred and fifty-nine (5,000,859) class E shares (the "Class E Shares"), (vi) five million eight hundred and fifty-nine (5,000,859) class F shares (the "Class F Shares"), (vii) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class G shares (the "Class G Shares"), (viii) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class H shares (the "Class H Shares"), (ix) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class I shares (the "Class I Shares") and (x) seven million five hundred and one thousand six hundred and forty-seven (7,501,647) class J shares (the "Class J Shares"); each share having a par value of one cent (EUR 0.01) (individually a "Class of Shares").

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings Each Class of Shares shall be exclusively entitled to all proceeds relating to a specific investment.

The Class A Shares and the Class B Shares shall entitle their holder(s) to all proceeds directly or indirectly relating to the Company's investment in GermanCo 1, such as returns on capital, dividend distributions or interest payments, it being understood that as long as there are Class B Shares in existence, all such proceeds shall be exclusively attributed to the Class B Shares. The Class C Shares and the Class D Shares shall entitle their holder(s) to all proceeds directly or indirectly relating to the Company's investment in GermanCo 2 such as returns on capital, dividend distributions or interest payments, it being understood that as long as there are Class D Shares in existence, all such proceeds shall be exclusively attributed to the Class D Shares. The Class E Shares and the Class F Shares shall entitle their holder(s) to all proceeds directly or indirectly relating to the Company's investment in GermanCo 3 such as returns on capital, dividend distributions or interest payments, it being understood that as long as there are Class F Shares in existence, all such proceeds shall be exclusively attributed to the Class F Shares. The Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares shall entitle their holder(s) to all proceeds directly or indirectly relating to the Company's investment in GermanCo 4, it being understood that as long as there are Class J Shares in existence, all such proceeds shall be exclusively attributed to the Class J Shares, and following a repurchase and cancellation of Class J Shares, and that as long as there are Class I Shares in existence, all such proceeds shall be exclusively attributed to the Class I Shares, and following a repurchase and cancellation of Class I Shares, and that as long as there are Class H Shares in existence, all such proceeds shall be exclusively attributed to the Class H Shares.

Any proceeds unrelated to either GermanCo 1, GermanCo 2, GermanCo 3 or GermanCo 4 shall be distributed equally among all shareholders pro rata to the number of shares held by each of them."

Article 5.2 of the Company's articles of association shall henceforth read as follows:

" **5.2.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a Class of Shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such Class of Shares as may be determined from time-to-time by the board of managers or as the case may be by the sole manager and approved by the general meeting of shareholders of the Company, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the Class A Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole Class of Shares tracking a specific investment, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order:

(i) for the Company's investment in GermanCo 4: Class J Shares; prior to Class I Shares; prior to Class H Shares; prior to Class G Shares;

(ii) for the Company's investment in GermanCo 3: Class F Shares prior to Class E Shares;

(iii) for the Company's investment in GermanCo 2: Class D Shares prior to Class C Shares; and

(iv) for the Company's investment in GermanCo 1: Class B Shares prior to Class A Shares,

it being understood that no specific order for the repurchase and cancellation of Classes of Shares tracking different investments needs to be respected.

In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole Class of Shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such Class of Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as it is determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved by the general meeting of shareholders of the Company or as the case may be by sole shareholder of the Company with respect to the

Class of Shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant Class of Shares.

The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by law.

For the purpose of this article:

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company attributable to a Class of Shares in accordance with article 5.1 above (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to these articles of association, increased by any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt, the nominal value of the shares so redeemed, the share premium reserve up to the amount of losses including carried forward losses) attributable to a Class of Shares in accordance with article 5.1 above but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) attributable to a Class of Shares in accordance with article 5.1 above, and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of these articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve up to the amount of L)

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the law or of these articles of association.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

"Cancellation Value Per Share" means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the Class of Shares to be cancelled.

"GermanCo 1" means Bigfoot GmbH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung, incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Johannisstrasse 20, 10117 Berlin, Germany, registered with the Handelsregister of the Amtsgericht Charlottenburg under registration number HRB 127304 B.

"GermanCo 2" means Brillant 1447. GmbH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung, incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at c/o VRB Vorratsgesellschaften GmbH, Friedrichstrasse 133, 10117 Berlin, Germany, registered with the Handelsregister of the Amtsgericht Charlottenburg under registration number HRB 140620 B.

"GermanCo 3" means TIN Brillant Services GmbH, a subsidiary of the Company in the form of a Gesellschaft mit beschränkter Haftung, incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Johannisstrasse 20, 10117 Berlin, Germany, registered with the Handelsregister of the Amtsgericht Charlottenburg under registration number HRB 140936 B. held by the Company.

"GermanCo 4" means Jade 1290. GmbH, a subsidiary of the Company in the form of a Gesellschaft mit beschränkter Haftung, incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Saarbrücker Strasse 20/21, 10405 Berlin, Germany, registered with the Handelsregister of the Amtsgericht Charlottenburg under registration number HRB 136693 B held by the Company.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date

"Interim Account Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a Class of Shares.

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved by the general meeting of shareholders of the Company or as the case may be the sole shareholder of the Company on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders of the Company or as the case may be by the sole shareholder of the Company in the manner provided for an amendment of the articles of association, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount"

Article 21.2 of the Company's articles of association shall henceforth read as follows:

" **21.2.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s).

Distributions by way of (i) dividends, (ii) redemption of shares, (iii) reduction of capital and (iv) liquidation shall be subject to article 72-1 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies. In case the amounts available for distribution are insufficient to satisfy all distributions under the relevant Class of Shares according to the provisions above, the distributions shall be reduced pro rata. Any income, costs or expenses which cannot be allocated to a specific Class

of Shares shall be allocated to all Classes of Shares proportionally to the percentage of share capital represented by the relevant Class of Shares and shall increase or reduce the proceeds available for distribution to the relevant Class of Shares.

Subject to the conditions fixed by law and in compliance with the foregoing provisions, the manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment. "

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendundzwölf, den achten Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri BECK, Notar mit Amtssitz in Echternach, Großherzogtum Luxemburg sind erschienen:

(1) Summit Partners Private Equity Fund VII-A, L.P., eine limited partnership nach dem Recht von Delaware, USA, mit eingetragener Geschäftsanschrift in 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Nummer 3950982, vertreten durch ihren Komplementär Summit Partners PE VII, L.P., ihrerseits vertreten durch ihren Komplementär Summit Partners PE VII, LLC,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna Wittek, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 6. Juni 2012.

(2) Summit Partners Private Equity Fund VII-B, L.P., eine limited partnership nach dem Recht von Delaware, USA, mit eingetragener Geschäftsanschrift in 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Nummer 3950983, vertreten durch ihren Komplementär Summit Partners PE VII, L.P., ihrerseits vertreten durch ihren Komplementär Summit Partners PE VII, LLC,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna Wittek, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 6. Juni 2012.

(3) Summit Partners Europe Private Equity Fund, L.P., eine limited partnership nach dem Recht der Cayman Islands, mit eingetragener Geschäftsanschrift in PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, eingetragen im Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands unter der Nummer MC-23307, vertreten durch ihren Komplementär Summit Partners Europe, L.P., ihrerseits vertreten durch ihren Komplementär Summit Partners Europe, Ltd.,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna Wittek, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 6. Juni 2012.

(4) Summit Investors I, LLC, eine limited liability company nach dem Recht von Delaware, USA, mit eingetragener Geschäftsanschrift in 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, eingetragen im Secretary of State of the State of Delaware unter der Nummer 4524876, vertreten durch ihren Geschäftsführer Summit Investors Management, LLC, ihrerseits vertreten durch ihren Geschäftsführer Summit Partners, L.P., ihrerseits vertreten durch ihren Komplementär Summit Master Company, LLC,

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna Wittek, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 6. Juni 2012.

(5) Summit Investors I (UK), L.P., eine limited partnerhip, nach dem Recht der Cayman Islands mit eingetragener Geschäftsanschrift in PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, eingetragen im Registrar of Exempted Limited Partnerships in the Cayman Islands unter der Nummer MC-25163, vertreten durch ihren Komplementär Summit Investors Management, LLC, ihrerseits vertreten durch ihren Geschäftsführer Summit Partners, L.P., ihrerseits vertreten durch ihren Komplementär Summit Master Company, LLC;

hier rechtmäßig vertreten durch Frau Johanna Wittek, Rechtsanwältin, mit Berufsanschrift in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt am 6. Juni 2012.

Die Vollmachten bleiben nach Zeichnung "ne varietur" durch den unterzeichnenden Notar und durch die/ den für die Erschienenen Bevollmächtigte(n) der hier vorliegenden Urkunde angehängt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienenen Parteien sind Gesellschafter (die "Gesellschafter") der Summit Partners RKT S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht, noch nicht in das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen, mit Gesellschaftssitz in 5, rue du Plébiscite, L- 2341 Luxemburg, (nachfolgend die „Gesellschaft“) wirksam gegründet am 25. Mai 2012 gemäß notarieller Urkunde von Herrn Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg und noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Die Gesellschafter erklären und ersuchen den unterzeichnenden Notar folgendes zu beurkunden:

1. Die Gesellschafter halten alle zwölftausend fünf hundert (12.500) ausgegebenen Anteile in der Gesellschaft.
2. Die Gesellschafter beschließen hiermit die folgenden Punkte:
 1. Umwandlung der zwölftausend fünf hundert (12.500) bestehenden Anteile der Gesellschaft in Anteile der Klasse J mit besonderen Rechten und Pflichten.
 2. die Änderung des Nominalwerts der Anteile der Klasse J von einem Euro (EUR 1,-) zu einem Cent (EUR 0,01) und anschließender Umwandlung der zwölftausend fünf hundert (12.500) bestehenden Anteile der Klasse J in eine Million zweihundert fünfzigtausend (1.250.000) Anteile der Klasse J.
 3. die Schaffung von neuen Anteilklassen mit besonderen Rechten und Pflichten, nämlich Anteile der Klasse A, Anteile der Klasse B, Anteile der Klasse C, Anteile der Klasse D, Anteile der Klasse E, Anteile der Klasse F, Anteile der Klasse G, Anteile der Klasse H und Anteile der Klasse I, und Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft durch Ausgabe von fünfzehn Millionen zwei tausend dreihundert sieben (15.002.317) Anteile der Klasse A, fünfzehn Millionen zwei tausend dreihundert sieben (15.002.317) Anteile der Klasse B, fünf Millionen vierhundert siebenunddreißig (5.000.437) Anteile der Klasse C, fünf Millionen vierhundert siebenunddreißig (5.000.437) Anteile der Klasse D, fünf Millionen achthundert neunundfünfzig (5.000.859) Anteile der Klasse B, fünf Millionen achthundert neunundfünfzig (5.000.859) Anteile der Klasse F, sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Anteile der Klasse G, sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Anteile der Klasse H, sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Anteile der Klasse I und sechs Millionen zweihundert einundfünfzig tausend sechshundert siebenundvierzig (6.251.647) Anteile der Klasse J.
 4. Änderung der Artikel 5.1, 5.2 und 21.2 der Satzung der Gesellschaft um die Schaffung der zehn (10) Anteilklassen und die Aufteilung der bestehenden und neu ausgegebenen Anteile in jeder der geschaffenen Anteilklassen der Gesellschaft widerzuspiegeln, wie oben dargelegt.

Die Gesellschafter, die das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft repräsentieren, ersuchen den Notar, die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen die bestehenden zwölftausend fünf hundert (12.500) Anteile der Gesellschaft in zwölftausend fünf hundert (12.500) Anteile der Klasse J umzuwandeln (die „Klasse J Anteile“).

Die Klasse J Anteile sollen besondere Rechte und Pflichten beinhalten, die in der Satzung der Gesellschaft, die im Sechsten Beschluss unten geändert wird, aufgeführt sind.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen den Nominalwert der Klasse J Anteile von gegenwärtig einem Euro (EUR 1,00) auf einen Cent (EUR 0,01) herabzusetzen und anschließend die bestehenden zwölftausend fünf hundert (12.500) Klasse J Anteile in eine Million zweihundert fünfzigtausend (1.250.000) Klasse J Anteile umzuwandeln. Jeder der Gesellschafter soll ein hundert (100) neue Klasse J Anteile für einen (1) bestehenden Klasse J Anteil, sobald umgewandelt, erhalten.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen neun (9) zusätzliche Anteilklassen zu schaffen, die Anteile der Klasse A (die „Klasse A Anteile“), Anteile der Klasse B (die „Klasse B Anteile“), Anteile der Klasse C (die „Klasse C Anteile“), Anteile der Klasse D (die „Klasse D Anteile“), Anteile der Klasse E (die „Klasse B Anteile“), Anteile der Klasse F (die „Klasse F Anteile“), Anteile der Klasse G (die „Klasse G Anteile“), Anteile der Klasse H (die „Klasse H Anteile“) und Anteile der Klasse I (die „Klasse I Anteile“) genannt werden.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, dass die Klasse A Anteile und die Klasse B Anteile die Investition der Gesellschaft in eine Beteiligung in „Deutsche Gesellschaft 1“ widerspiegeln sollen und dass sie als solche ein Recht haben auf jegliche Einkünfte, die von dieser Beteiligung stammen. Die Klasse A Anteile und die Klasse B Anteile sollen besondere Rechte und Pflichten beinhalten, die in der Satzung der Gesellschaft, wie gemäß des sechsten Beschlusses hier unten geändert, dargelegt sind.

Die Gesellschafter beschließen, dass die Klasse C Anteile und die Klasse D Anteile die Investition der Gesellschaft in eine Beteiligung in „Deutsche Gesellschaft 2“ widerspiegeln sollen und dass sie als solche ein Recht haben auf jegliche Einkünfte, die von dieser Beteiligung stammen. Die Klasse C Anteile und die Klasse D Anteile sollen besondere Rechte und Pflichten beinhalten, die in der Satzung der Gesellschaft, wie gemäß des sechsten Beschlusses hier unten geändert, dargelegt sind.

Die Gesellschafter beschließen, dass die Klasse E Anteile und die Klasse F Anteile die Investition der Gesellschaft in eine Beteiligung in „Deutsche Gesellschaft 3“ widerspiegeln sollen und dass sie als solche ein Recht haben auf jegliche Einkünfte, die von dieser Beteiligung stammen. Die Klasse E Anteile und die Klasse F Anteile sollen besondere Rechte und Pflichten beinhalten, die in der Satzung der Gesellschaft, wie gemäß des sechsten Beschlusses hier unten geändert, dargelegt sind.

Die Gesellschafter beschließen, dass die Klasse G Anteile, die Klasse H Anteile, die Klasse I Anteile und die Klasse J Anteile die Investition der Gesellschaft in eine Beteiligung in „Deutsche Gesellschaft 4“ widerspiegeln sollen und dass sie als solche ein Recht haben auf jegliche Einkünfte, die von dieser Beteiligung stammen. Die Klasse G Anteile, die Klasse H Anteile, die Klasse I Anteile und die Klasse J Anteile sollen besondere Rechte und Pflichten beinhalten, die in der Satzung der Gesellschaft, wie gemäß des sechsten Beschlusses hier unten geändert, dargelegt sind.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von siebenhundert siebenundachtzig tausend sechshundert achtunddreißig Euro und vierzehn Cent (EUR 787.638,14) zu erhöhen, um es von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,-) bestehend aus einer Million zweihundert fünfzig tausend (1.250.000) Klasse J Anteilen auf einen Betrag in Höhe von achthunderttausend einhundert achtunddreißig Euro und vierzehn Cent (EUR 800.138,14) anzuheben durch die Schaffung und Ausgabe von achtundsiebzig Millionen siebenhundert dreiundsechzig tausend acht hundert vierzehn (78.763,814) neuen Anteilen mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01).

Die Gesellschafter beschließen die neu ausgegebenen achtundsiebzig Millionen siebenhundert dreiundsechzig tausend acht hundert vierzehn (78.763,814) Anteile den neu geschaffenen Anteilsklassen wie folgt zuzuordnen:

(a) fünfzehn Millionen zwei tausend dreihundert sieben (15.002.317) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) fünfzehn Millionen zwei tausend dreihundert sieben (15.002.317) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem

Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) fünf Millionen vierhundert siebenunddreißig (5.000.437) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) fünf Millionen vierhundert siebenunddreißig (5.000.437) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) fünf Millionen achthundert neunundfünfzig (5.000.859) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) fünf Millionen achthundert neunundfünfzig (5.000.859) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(g) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Anteile, den Klasse G Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(h) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Anteile, den Klasse H Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(i) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Anteile, den Klasse I Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); und

(j) sechs Millionen zweihundert einundfünfzig tausend sechshundert siebenundvierzig (6.251.647) Anteile, den Klasse J Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01).

Zeichnung und Zahlung

Darauf erklären die vorgenannten

(1) Summit Partners Private Equity Fund VII-A, L.P.:

(a) sechs Millionen fünfhundert vierundsechzig dreihundert sechsundvierzig (6.564.346) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) sechs Millionen fünfhundert vierundsechzig dreihundert sechsundvierzig (6.564.346) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) zwei Millionen einhundert siebenundachtzig tausend neunhundert achtundsechzig (2.187.968) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) zwei Millionen einhundert siebenundachtzig tausend neunhundert achtundsechzig (2.187.968) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) zwei Millionen einhundert achtundachtzig tausend einhundert dreiundfünfzig (2.188.153) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) zwei Millionen einhundert achtundachtzig tausend einhundert dreiundfünfzig (2.188.153) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von zweihundert achtzehn tausend achthundert und neun Euro und vierunddreißig Cent (EUR 218.809,34) die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden sollen.

(2) Summit Partners Private Equity Fund VII-B, L.P.:

(a) drei Millionen neunhundert zweiundvierzig tausend sechshundert zweiundfünfzig (3.942.652) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) drei Millionen neunhundert zweiundvierzig tausend sechshundert zweiundfünfzig (3.942.652) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) eine Million dreihundert vierzehn tausend einhundert neunundzwanzig (1.314.129) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) eine Million dreihundert vierzehn tausend einhundert neunundzwanzig (1.314.129) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) eine Million dreihundert vierzehntausend zweihundert vierzig (1.314.240) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) eine Million dreihundert vierzehntausend zweihundert vierzig (1.314.240) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von einhundert einunddreißig tausend vierhundert zwanzig Euro und zweiundvierzig Cent (EUR 131.420,42), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden sollen.

(3) Summit Partners Europe Private Equity Fund, L.P.:

(a) vier Millionen vierhundert siebenundsechzig tausend und neunundvierzig (4.467.049) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) vier Millionen vierhundert siebenundsechzig tausend und neunundvierzig (4.467.049) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) eine Million vierhundert achtundachtzig tausend neunhundert sechzehn (1.488.916) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) eine Million vierhundert achtundachtzig tausend neunhundert sechzehn (1.488.916) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) eine Million vierhundert neunundachtzig tausend und zweiundvierzig (1.489.042) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) eine Million vierhundert neunundachtzig tausend und zweiundvierzig (1.489.042) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(g) sieben Millionen vierhundert siebenundachtzig tausend fünfhundert elf (7.487.511) Anteile, den Klasse G Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(h) sieben Millionen vierhundert siebenundachtzig tausend fünfhundert elf (7.487.511) Anteile, den Klasse H Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(i) sieben Millionen vierhundert siebenundachtzig tausend fünfhundert elf (7.487.511) Anteile, den Klasse I Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); und

(j) sechs Millionen zweihundert siebenunddreißig tausend fünfhundert elf (6,237,511) Anteile, den Klasse J Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01)

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von vierhundert fünf unddreißig tausend neunhundert Euro und achtundfünfzig Cent (EUR 435.900,58), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden sollen.

(4) Summit Investors I, LLC:

(a) fünfundzwanzig tausend dreihundert dreiundsechzig (25.363) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) fünfundzwanzig tausend dreihundert dreiundsechzig (25.363) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) achttausend vierhundert vierundfünfzig (8.454) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) achttausend vierhundert vierundfünfzig (8.454) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) achttausend vierhundert fünfundfünfzig (8.455) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) achttausend vierhundert fünfundfünfzig (8.455) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(g) zwölftausend sechshundert zweiundachtzig (12.682) Anteile, den Klasse G Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(h) zwölftausend sechshundert zweiundachtzig (12.682) Anteile, den Klasse H Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(i) zwölftausend sechshundert zweiundachtzig (12.682) Anteile, den Klasse I Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); und

(j) zwölftausend sechshundert zweiundachtzig (12.682) Anteile, den Klasse J Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01)

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von ein tausend dreihundert zweiundfünfzig Euro und zweiundsiebzig Cent (EUR 1,352.72), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden sollen.

(5) Summit Investors I (UK), L.P.:

(a) zweitausend neunhundert und acht (2.908) Anteile, den Klasse A Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(b) zweitausend neunhundert und acht (2.908) Anteile, den Klasse B Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(c) neunhundert neunundsechzig (969) Anteile, den Klasse C Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(d) neunhundert neunundsechzig (969) Anteile, den Klasse D Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(e) neunhundert neunundsechzig (969) Anteile, den Klasse E Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(f) neunhundert neunundsechzig (969) Anteile, den Klasse F Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(g) eintausend vierhundert vierundfünfzig (1.454) Anteile, den Klasse G Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(h) eintausend vierhundert vierundfünfzig (1.454) Anteile, den Klasse H Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01);

(i) eintausend vierhundert vierundfünfzig (1.454) Anteile, den Klasse I Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01); und

(j) eintausend vierhundert vierundfünfzig (1.454) Anteile, den Klasse J Anteilen zugeteilt, mit einem Nennwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01)

zu zeichnen und deren Gegenwert vollständig zu bezahlen im Wege einer Bareinlage in Höhe von einhundert fünf und fünfzig Euro und acht Cent (EUR 155,08), die vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeteilt werden sollen.

Die Gesellschaft verfügt ab sofort uneingeschränkt über den Zeichnungspreis, wie dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Sechster Beschluss

Als Konsequenz der oben stehenden Beschlüsse, beschließen die Gesellschafter die Artikel 5.1, 5.2 und 21.2 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, um die Abänderungen, die in den obigen Beschlüssen bezeichnet werden, wie folgt widerzuspiegeln:

Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft soll fortan wie folgt lauten:

„ **5.1.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt achthunderttausend einhundert achtunddreißig Euro und vierzehn Cent (EUR 800.138,14), aufgeteilt in (i) fünfzehn Millionen zwei tausend dreihundert sieben (15.002.317) Klasse A Anteile (die "Klasse A Anteile"), (ii) fünfzehn Millionen zwei tausend dreihundert sieben (15.002.317) Klasse B Anteile (die "Klasse B Anteile"), (iii) fünf Millionen vierhundert siebenunddreißig (5.000.437) Klasse C Anteile (die "Klasse C Anteile"), (iv) fünf Millionen vierhundert siebenunddreißig (5.000.437) Klasse D Anteile (die "Klasse D Anteile"), (v) fünf Millionen achthundert neunundfünfzig (5.000.859) Klasse E Anteile (die "Klasse E Anteile"), (vi) fünf Millionen achthundert neunundfünfzig (5.000.859) Klasse F Anteile (die "Klasse F Anteile"), (vii) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) (die "Klasse G Anteile"), (viii) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Klasse H Anteile (die "Klasse H Anteile"), (ix) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Klasse I Anteile (die „Klasse I Anteile“) und (x) sieben Millionen fünfhundert und eins tausend sechshundert sieben und vierzig (7.501.647) Klasse J Anteile (die "Klasse J Anteile") mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1.-) (einzeln eine „Anteilsklasse“).

Jedem Anteil steht eine Stimme in ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen zu. Jede Anteilsklasse soll ein ausschließliches Recht haben auf alle Einkünfte aus einer bestimmten Beteiligung.

Die Klasse A Anteile und die Klasse B Anteile, sollen ihre/ihren Besitzer(n) ein Recht geben auf alle Einkünfte, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit der Investition der Gesellschaft in die Deutsche Gesellschaft 1 stehen, wie zum Beispiel Einkünfte aus Kapitalvermögen, Dividendenausschüttung oder Zinszahlungen, wobei klargestellt ist, dass solange die Klasse B Anteile bestehen, sollen alle solchen Einkünfte den Klasse B Anteilen zugerechnet werden.

Die Klasse C Anteile und die Klasse D Anteile, sollen ihre/ihren Besitzer(n) ein Recht geben auf alle Einkünfte, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit der Investition der Gesellschaft in die Deutsche Gesellschaft 2 stehen, wie zum Beispiel Einkünfte aus Kapitalvermögen, Dividendenausschüttung oder Zinszahlungen, wobei klargestellt ist, dass solange die Klasse D Anteile bestehen, sollen alle solchen Einkünfte den Klasse D Anteilen zugerechnet werden.

Die Klasse E Anteile und die Klasse F Anteile, sollen ihre/ihren Besitzer(n) ein Recht geben auf alle Einkünfte, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit der Investition der Gesellschaft in die Deutsche Gesellschaft 3 stehen, wie zum Beispiel Einkünfte aus Kapitalvermögen, Dividendenausschüttung oder Zinszahlungen, wobei klargestellt ist, dass solange die Klasse F Anteile bestehen, sollen alle solchen Einkünfte den Klasse F Anteilen zugerechnet werden.

Die Klasse G Anteile, die Klasse H Anteile, die Klasse I Anteile und die Klasse J Anteile, sollen ihre/ihren Besitzer ein Recht geben auf alle Einkünfte, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit der Investition der Gesellschaft in die Deutsche Gesellschaft 4 stehen, wobei klargestellt ist, dass solange die Klasse J Anteile bestehen, sollen alle solchen Einkünfte den Klasse J Anteilen zugerechnet werden und nach dem Rückkauf und Einzug der J Anteile und solange sie Klasse I Anteile bestehen, sollen alle solchen Einkünfte den Klasse I Anteilen zugerechnet werden, und nach dem Rückkauf und Einzug der I Anteile und solange sie Klasse H Anteile bestehen, sollen alle solchen Einkünfte den Klasse H Anteilen zugerechnet werden.

Alle Einkünfte, die in keinem Zusammenhang stehen mit entweder Deutsche Gesellschaft 1, Deutsche Gesellschaft 2, Deutsche Gesellschaft 3 oder Deutsche Gesellschaft 4 sollen gleichmäßig unter allen Gesellschaftern pro rata zur Anzahl ihrer Anteile, die von jedem gehalten werden, ausgeschüttet werden."

Artikel 5.2 der Satzung der Gesellschaft soll fortan wie folgt lauten:

„ **5.2.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Genehmigung der Gesellschafter abgeändert werden durch die Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Das Gesellschaftskapital kann durch Einziehung von gesamten, aber nicht Teilen von Anteilsklassen, herabgesetzt werden, durch den Rückkauf und Einziehung von allen ausgegebenen Anteilen einer solchen Klasse, wie von Zeit zu Zeit von dem Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls vom Einzelgeschäftsführer festgelegt und durch die Hauptversammlung der Gesellschaft genehmigt, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft niemals die Klasse A Anteile zurückkauft oder einzieht. Im Falle von Rückkäufen oder Einziehungen von Anteilsklassen, die eine bestimmte Investition verfolgt, sollen die Rückkäufe oder Einziehungen der Anteile in der folgenden Reihenfolge stattfinden:

(i) für die Investition der Gesellschaft in Deutsche Gesellschaft 4: die Klasse J Anteile vor den Klasse I Anteilen vor den Klasse H Anteilen vor den Klasse G Anteilen

(ii) für die Investition der Gesellschaft in Deutsche Gesellschaft 3: die Klasse F Anteile vor den Klasse E Anteilen;

(iii) für die Investition der Gesellschaft in Deutsche Gesellschaft 2: die Klasse D Anteile vor den Klasse C Anteilen

(iv) für die Investition der Gesellschaft in Deutsche Gesellschaft 1: die Klasse B Anteile vor den Klasse A Anteilen,

wobei klargestellt ist, dass keine bestimmte Reihenfolge für den Rückkauf und die Einziehung von Anteilsklassen, die eine bestimmte Investition verfolgen, eingehalten werden muss.

Im Fall einer Kapitalherabsetzung durch Rückkauf und Einziehung einer gesamten Anteilsklasse verleiht eine derartige Anteilsklasse deren Inhabern ein Recht pro rata zu ihren Beteiligungen an einer derartigen Klasse bis zum Gesamteinziehungsbetrag, der durch den Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls durch den Einzelgesellschafter in Bezug auf die Anteilsklasse, die zurückgekauft werden soll, genehmigt wird und die Inhaber von Anteilen der Anteilsklasse, die zurückgekauft und eingezogen worden, sollen von der Gesellschaft für jeden Anteil der entsprechenden Anteilsklasse, der von ihnen gehalten wurde und der eingezogen wurde, eine Summe entsprechend dem Einziehungsbetrag pro Anteil, erhalten.

Die Gesellschaft kann ihre Anteile wie hierin festgelegt nur soweit zurückkaufen wie gesetzlich gestattet.

Für die Zwecke dieses Artikels:

„Verfügbarer Betrag“ bedeutet den gesamten Betrag der Netto-Überschüsse der Gesellschaft, die einer Anteilsklasse in Übereinstimmung mit dem oben erwähnten Artikel 5.1 zugerechnet werden (einschließlich der Gewinnvorträge) soweit die Gesellschafter einen Anspruch auf Dividendenausschüttungen gemäß dieser Satzung haben, erhöht durch die frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich, um Zweifel zu vermeiden, dem Nominalwert der Anteile, wenn zurückgenommen, dem Ausgabeagio bis zu dem Betrag der Verluste einschließlich Verlustvorträge), die einer Anteilsklasse in Übereinstimmung mit dem oben erwähnten Artikel 5.1 zugerechnet werden, reduziert durch (i) alle Verluste (einschließlich der Verlustvorträge), die einer Anteilsklasse in Übereinstimmung mit dem oben erwähnten Artikel 5.1 zugerechnet werden, und (ii) alle Beträge, die gemäß gesetzlicher Vorgaben oder der Satzung in die Reserve eingestellt werden sollen, jeweils wie in den diesbezüglichen Zwischenabschlüssen dargestellt (ohne, um Zweifel zu vermeiden, doppelte Erfassung) so dass:

$$VB = (NÜ + P) - (V + LR)$$

Wobei:

VB = Verfügbarer Betrag

NÜ = Netto-Überschüsse (einschließlich der Gewinnvorträge)

P = das frei ausschüttbare Ausgabeagio (bis zu der Höhe von V) sowie alle anderen frei ausschüttbaren Reserven

V = Verluste (einschließlich der Verlustvorträge)

LR = Alle Beträge, die in die Reserve gemäß gesetzlicher Anforderungen und der Satzung eingestellt sein sollen.

Der Verfügbare Betrag, wie durch die oben genannte Formel bestimmt, kann durch jeden Barüberschuss und/oder Vermögensüberschuss, die der Gesellschaft zur Zeit des Rückkaufs zur Verfügung stehen erhöht werden, wenn ein solcher Barüberschuss und/oder Vermögensüberschuss aus dem Ausgabeagio Konto bis zur Höhe des Ausgabeagios zur Zeit des Rückkaufs gezahlt wurde.

„Einziehungsbetrag pro Anteil“ bedeutet der Betrag, ermittelt durch Teilung des Gesamteinziehungsbetrags durch die Anzahl der ausgegebenen Anteilen der Anteilsklasse, die zurückgekauft und eingezogen werden soll.

„Deutsche Gesellschaft 1“ bedeutet Bigfoot GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach Deutschem Recht, mit Geschäftsadresse in Johannisstrasse 20, 10117 Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter Nummer HRB 127304 B.

„Deutsche Gesellschaft 2“ bedeutet Brillant 1447. GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach Deutschem Recht, mit Geschäftsadresse in VRB Vorratsgesellschaften GmbH, Friedrichstrasse 133, 10117 Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter Nummer HRB 140620 B.

„Deutsche Gesellschaft 3“ bedeutet TIN Brillant Services GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach Deutschem Recht, mit Geschäftsadresse in Johannisstrasse 20, 10117 Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter Nummer HRB 140936 B.

„Deutsche Gesellschaft 4“ bedeutet Jade 1290. GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und existierend nach Deutschem Recht, mit Geschäftsadresse in Saarbrückerstrasse 20/21, 10405 Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg unter Nummer HRB 136693 B.

„Zwischenabschluss“ bedeutet der Zwischenabschluss der Gesellschaft nach „Luxembourg GAAP“ zum entsprechenden Zwischenabschlusszeitpunkt.

„Zwischenabschlusszeitpunkt“ bedeutet das Datum, nicht früher als acht (8) Kalendertage vor dem Termin des Rückkaufs und der Einziehung der entsprechenden Anteilsklasse.

„Gesamteinziehungsbetrag“ bedeutet der Betrag, der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls vom Einzelgeschäftsführer bestimmt wird und von der Hauptversammlung der Gesellschaft oder gegebenenfalls vom Einzelgesellschaftler genehmigt wurde auf Grundlage des entsprechenden Zwischenabschlusses. Der Gesamteinziehungsbetrag soll zum Zeitpunkt der Einziehung der entsprechenden Anteilsklasse, kleiner oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag, sofern nicht anders durch die Hauptversammlung der Gesellschafter oder gegebenenfalls durch den Einzelgesellschaftler in der Weise beschlossen, die für eine Änderung der Satzung vorgesehen ist; allerdings unter der Bedingung, dass der Gesamteinziehungsbetrag nie höher ist als der Verfügbare Betrag.“

Artikel 21.2 der Satzung der Gesellschaft soll fortan wie folgt lauten:

„ **21.2.** Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und solange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft beträgt. Die Differenz kann von den Gesellschaftern frei genutzt werden.

Ausschüttungen im Wege von (i) Dividenden, (ii) Einziehung von Anteilen, (iii) Kapitalherabsetzung und (iv) Liquidation sollen Artikel 72-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 Handelsgesellschaften betreffend unterliegen. Im dem Fall, dass die Beträge für die Ausschüttung nicht ausreichend sind, um alle Ausschüttungen unter der relevanten Anteilsklasse im Einklang mit den obigen Bestimmungen zu befriedigen, sollen die Ausschüttungen pro rata herabgesetzt werden. Jegliche Einkünfte, Kosten und Auslagen, die nicht einer spezifischen Anteilsklasse zugeordnet werden können, sollen allen Anteilsklassen zugeordnet werden, proportional zum Prozentsatz des Gesellschaftskapitals, das durch die relevante Anteilsklasse repräsentiert wird und soll die Einkünfte, die zur Ausschüttung in die relevante Anteilsklasse verfügbar sind, erhöhen oder herabsetzen.

Gemäß den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind und in Übereinstimmung mit den vorgehenden Bestimmungen können die Geschäftsführer Abschlusszahlung auf die Dividenden an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen den Betrag und den Zahlungstermin für jede solche Abschlusszahlung fest.“

Worüber, die vorliegende Urkunde in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Partei, dass die vorliegende Urkunde auf Englisch abgefasst ist nebst einer deutschen Fassung; im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Die Urkunde wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen, dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnsitz bekannt, ferner haben der Bevollmächtigte und der Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. WITTEK, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 juin 2012. Relation: ECH/2012/971. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 22. Juni 2012.

Référence de publication: 2012074507/753.

(120104988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2012.

Silcart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 104.777.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du 7 juin 2012

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du 7 juin 2012 que les actionnaires ont renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises agréé, de la Société, KPMG Luxembourg S.à.r.l. (anciennement KPMG AUDIT S.à.r.l.), jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir en 2013 pour approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012.

Séverine Michel

Administrateur

Référence de publication: 2012075322/14.

(120106162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

AXA Redilion Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 168.816.

L'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes en date du 8 juin 2012:

- Nomination de M. Stephan Illenberger, né le 11 avril 1959 à Bremen (Allemagne), résidant professionnellement au 4 An der Welle, D-60322 Frankfurt (Allemagne), en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée; et

- Nomination de Mme Jennifer Ferrand, née le 23 février 1981 à Thionville (France), résidant professionnellement au 24 avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

M. Benoit Gaillochet,

M. Ian Kent,

M. Simon Barnes,

M. Stephan Illenberger, et

Mme Jennifer Ferrand.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012075304/25.

(120106113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Phi-Logos A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9755 Hupperdange, 20, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 94.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 27 juin 2012.

Référence de publication: 2012075725/10.

(120107657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Siltarc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 104.778.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la Société le 7 juin 2012

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société le 7 juin 2012 que l'actionnaire unique a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises agréé, de la Société, - KPMG Luxembourg S.à.r.l. (anciennement KPMG AUDIT S.à.r.l.), jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui doit se tenir en 2013 pour approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012.

Séverine Michel

Administrateur

Référence de publication: 2012075323/14.

(120106171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Phileas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 149.767.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2012075727/10.

(120107459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Photo Dichter, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9240 Diekirch, 13, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 93.299.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 27 juin 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012075729/10.

(120107109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

P5 DP INV S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 109.408.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012075736/10.

(120107489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Hamburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 120.175.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2012075737/11.

(120107205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Hamburg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2012075738/11.

(120107202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Kaiserslautern S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2012075739/11.

(120107218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Mainz BZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.170.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2012075740/11.

(120107225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Mainz Telekom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.169.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2012075741/11.

(120107230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Mainz Volkspark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012075742/11.

(120107233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Quadra Stuttgart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2012075743/11.

(120107196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Queensberry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 67.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075745/9.

(120107367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Redpier Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.001,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.893.

Les comptes annuels pour la période du 19 septembre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2012.

Référence de publication: 2012075748/12.

(120107131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rock Ridge RE 15, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 129.248.

Der geprüfte Jahresabschluss vom 31 Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2012075751/11.

(120106918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075755/9.

(120107068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075756/9.

(120107069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075757/9.

(120107070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Silverstein CEE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.028.250,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 154.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Stijn CURFS
Mandataire

Référence de publication: 2012075792/13.

(120107322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075758/9.

(120107072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075759/9.

(120107073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075760/9.

(120107074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Rech International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 77.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075761/9.

(120107077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Sirius Investment Fund Sicav-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 149.533.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 1^{er} juin 2012.

Pour le compte de SIRIUS INVESTMENT FUND SICAV-SIF

Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Référence de publication: 2012075818/13.

(120107448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

**Cable International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Cable International SA).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 75.067.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-fifth of May

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in the city of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of CABLE INTERNATIONAL S.A., a public limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 75.067 (the "Company"). The Company has been incorporated by deed of Maître Gérard LECUIT, notary then residing in Hesperange, dated March 10th, 2000 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 515 of July 19th 2000. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated March 27th, 2012 and not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Mrs Emmanuelle BRULE, private employee, residing professionally at 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,

The chairman appoints as secretary Mrs Corinne PETIT, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Gianpiero SADDI, private employee, with same professional address.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Approval of interim financial statements of the Company as of May 5th, 2012.
2. Change of the legal form of the company from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and subsequent amendment of the articles of association and more particularly change of the name of the Company into "CABLE INTERNATIONAL S.à r.l."
3. Acceptance of the directors' and statutory auditor resignations and discharge and statutory appointments.
4. Transfer of the registered office of the Company from Luxembourg to Italy conditional upon the issue of a Certificate of Registration by the Department of Registrar of Companies of Turin (Italy) (the "Italian Registrar of Companies") and with effect from the date of such issue.

5. Determination of the registered office in Italy.

6. Amendment of the name of the Company from "CABLE INTERNATIONL S.à r.l." into "Cable International S.R.L." and amendment and full restatement of the articles of association of the Company according to the Italian law (the "new Memorandum and Articles of Association") and more particularly determination of the duration of the Company until March 31st, 2060 and modification of its objet so that it shall from now on read as follows in its Italian version:

"La società ha per oggetto le seguenti attività che potranno essere svolte in Italia e all'estero:

- l'acquisizione e la gestione, sia direttamente che indirettamente, di partecipazioni di minoranza o di controllo in società quotate e non, imprese o altre entità, anche con sede all'estero, ivi compresa l'acquisizione di strumenti finanziari rappresentativi di titoli di credito, titoli di debito o strumenti derivati; la concessione di finanziamenti alle società partecipate;

- l'assunzione della carica di amministratore in società, enti, e altre persone giuridiche.

La società, in via non prevalente bensì strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, mobiliari ed immobiliari ritenute necessarie od utili, potrà prestare garanzie personali e reali anche a favore di terzi, potrà assumere partecipazioni ed interessenze in altre imprese, società, consorzi, costituite o da costituirsi. E' comunque escluso lo svolgimento nei confronti del pubblico di qualunque attività qualificata dalla legge come finanziaria."

7. Acceptation of the resignation of the current managers of the Company duly appointed under Luxembourg law conditional upon the issue of a Certificate of Registration by the Italian Registrar of Companies and release of the current managers in respect of the performance of their duties until the day of the present deed.

8. Appointment of Mr Masaaki YOSHIZAWA, Mr Paul BRADLEY and Mr Fabrizio BORRA as new managers of the Company and appointment of Mrs Maria Grazia DI STEFANO as auditor (réviseur) of the Company once governed by Italian law.

9. Confirmation by the shareholders of the Company that the new Memorandum and Articles of Association are consistent with Italian law requirements, that the Company will, conditional upon the issue of a Certificate of Registration by the Italian Registrar of Companies and with effect from the date of such issue, cease to be a Luxembourg company and will be subject only to the applicable laws of Italy and that neither the transfer of the registered office of the Company nor the change of its nationality and of its corporate form entails the creation of a new legal entity.

10. Delegation of any powers to SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, in order to represent solely the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg in relation to any administrative, fiscal and other matters necessary or useful relatively to the formalities and operations to be accomplished in relation to the transfer of the registered office.

11. Miscellaneous.

II. The sole shareholder of the Company present or represented and the number of shares held by it are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the proxies of the represented sole shareholder, the officers of the meeting and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The proxy of the represented sole shareholder after having been signed "ne varietur" by the proxyholder, the officers of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to these minutes.

III. It appears from the attendance list that all the eighteen thousand (18,000) shares without a nominal value, representing the entire capital of the Company of four hundred forty-six thousand two hundred and eight euro point three four four six (EUR 446,208.3446) are represented at the present meeting.

IV. As the shares represented represent 100% of the share capital, the meeting is therefore regularly constituted and can decide validly on its agenda. The sole shareholder represented declared that it has been informed of the agenda of the meeting prior to the meeting and declared to waive all convening requirements.

After deliberation, the meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to approve the interim financial statements of the Company as of May 5th, 2012.

Second resolution

The sole shareholder decides to change the legal form of the company in Luxembourg from a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société a responsabilité limitée) and to change the name of the Company into "CABLE INTERNATIONAL S.à r.l.", without discontinuity of its legal status, with effect from May 25th, 2012.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, amortizations, appreciations, depreciations.

The private limited liability company (société a responsabilité limitée) shall continue to keep the accounts held by the public limited liability company (société anonyme).

Therefore the sole shareholder decides to adapt the articles of association to the new legal form of the company and to set them as follows:

" **Art. 1.** The Company has as denomination CABLE INTERNATIONAL S.á r.l..

Art. 2. The registered office is set at Luxembourg.

Art. 3. The purpose of the company is the taking of interests, in any form, in all Luxembourg and foreign companies, the acquisition of all deeds and rights, through equity stakes, capital contributions, subscriptions, bought deals or taking of call options and in all other ways and, inter alia, the acquisition of patents and licenses, their management and enhancement as well as all operations attached directly or indirectly to its purpose, by borrowing especially with or without guarantee and in all currencies, through the issuance of notes which could also be convertible and/or subordinated as well as bonds.

For all purposes, the company can in particular:

- grant credits of any kind to companies in which it has a direct or indirect interest as well as to companies that are dependant or directly or indirectly linked to the group to which it belongs including the parent company within legal limits, either with its own funds or with funds from loans it has contracted,

- give a collateralized guarantee in whatever form in favor of companies in which it has a direct or indirect interest as well as to companies that are dependant or directly or indirectly linked to the group to which it belongs including the parent company within legal limits.

Moreover, the company can carry out all commercial, financial, securities and real estate transactions attached directly or indirectly to its purpose or likely to facilitate realization thereof.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at EUR 446,208.3446 (FOUR HUNDRED FORTY SIX THOUSAND TWO HUNDRED AND EIGHT EUROS POINT THREE FOUR FOUR SIX EUROS) divided into 18,000 (eighteen thousand) shares without a nominal value.

Art. 6. The shares are freely transferable among the existing shareholders. To non shareholders they can only be transferred in the limits foreseen by law.

Art. 7. In case the company was to have only one single shareholder, the decisions are taken by this single shareholder and will be put in writing and will be recorded under the form of minutes.

Art. 8. The company is managed by one or more Manager(s) (gérants), shareholders or not, designated by the meeting of shareholders deciding at the simple majority of the shares as stipulated in article 12 for the meetings of shareholders not modifying the articles of association.

The sole Manager may accomplish all acts of administration and disposition necessary or useful for the accomplishment of the corporate object except for those reserved by law to the decision of the shareholders.

In case several Managers are appointed, their joint signature is necessary in order to validly bind the company, unless special delegation.

The mandate of the Manager(s) may be granted for a limited or unlimited period.

Art. 9. The company is not dissolved by the death, bankruptcy or insolvency of the sole shareholder or one of the shareholders. In case of death of a shareholder, the company will continue to run among the heirs of the sole shareholder who passed away or among the surviving shareholders and the inheritance of the shareholder who passed away, all this in the limits of article 189 of the company law.

The company nevertheless knows only one shareholder per share and the heirs will have to designate one person among themselves in order to represent them vis-à-vis of the company.

The heirs and creditors may not, under whatever argument whatsoever, ask to have seals put on the assets and documents of the company nor to get involved in whatever form in the activity of the administration of the company. With reference to the exercise of their rights they have to refer to the corporate inventories and decisions of the shareholders.

Art. 10. The corporate year starts on April 1st of each year and finishes on March 31st, of the following year.

Art. 11. The company will be dissolved pursuant to the legal prescriptions.

Art. 12. The decisions not amending the articles of association are not taken validly unless they are approved by shareholders representing more than half of the shares. If because of absence or abstention of shareholders, this figure cannot be obtained in a first meeting or written consultation the shareholders are called or consulted a second time by registered mail and the decisions are taken at the majority of the votes cast under the condition that they concern only matters examined in the first meeting or consultation.

The shareholders cannot, except by unanimous vote, change the nationality of the company. All other amendments of the articles of association are decided at a majority of the shareholders representing the three quarters of the corporate capital. In no case can the majority oblige a shareholder to increase his shareholding.

In case the company has only one shareholder, the authority of the meeting of shareholders is attributed to the sole shareholder and the decision of this sole shareholder are taken in the form as foreseen in article 7.

Art. 13. With reference to all other points not specifically regulated by the present articles of association, the shareholders are subject to the existing legal regulations."

As a consequence of the above transformation, all the eighteen thousand (18,000) shares of the Company are owned by "Yazaki Automotive Products SRL".

Third resolution

The sole shareholder accepts the resignation of the three actual directors Mr Masaaki YOSHIZAWA, Mr Paul BRADLEY and Mr Fabrizio BORRA as well as of the actual statutory auditor ALTER AUDIT s.a r.l. and gives them discharge for the exercise of their mandates up to the date of these presents.

Are designated as new managers of the company,

- Mr Fabrizio BORRA;
- Mr Paul BRADLEY; and
- Mr Masaaki YOSHIZAWA,

for an unlimited period.

Fourth resolution

The sole shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from Luxembourg to Italy and consequently, to acknowledge the change of the nationality of the Company from a Luxembourg resident entity to an Italian resident entity conditional upon the issue of a Certificate of Registration by the Italian Registrar of Companies and with effect from the date of such issue, from which date the Company shall be deemed to have its domicile in Italy in compliance with articles 2, third paragraph, 67-1 (1) and 159 second paragraph of the Luxembourg law on commercial companies.

Fifth resolution

The sole shareholder decides to locate the registered office of the Company in Italy at 29 Via Leonardo da Vinci, Grugliasco (Turin), to maintain all the Company's books and records of account at this place in accordance with Italian Law and to transfer the seat of the Company in Italy.

Sixth resolution

The sole shareholder resolves to amend the name of the Company into "Cable International S.R.L.", approved by the Italian Registrar of Companies as the new name for the continuation of the Company in Italy.

To sole shareholder furthermore decides to change the corporate form of the Company from a private limited liability company subject to Luxembourg Law (S.a r.l.) into a private limited liability company to be subject to Italian Law (S.R.L.) and to adopt new memorandum and articles of association of the Company so as to bring them in line with Italian Law, these new Memorandum and Articles of Association are set forth at the end of this deed.

Seventh resolution

The sole shareholder decides to accept the resignation of Mr Fabrizio BORRA, Mr Paul BRADLEY and Mr Masaaki YOSHIZAWA as current managers of the Company duly appointed under Luxembourg law conditional upon the issue of a Certificate of Registration by the Italian Registrar of Companies and to release the current managers in respect of the performance of their duties until the day of the present deed.

Eight resolution

Appointment of Mr Masaaki YOSHIZAWA, born on June 16th, 1949 in Ibaraki (Japan), resident in 1369-9 Hodotacho, 370-3533 Takasaki (Japan), Mr Paul BRADLEY, born on August 6th, 1964 in Waterford (Ireland), resident in 1138 Ave. Sacadura Cabral, 4410-463 Vila Nova de Gaia (Portugal) and Mr Fabrizio BORRA, born on May 10th, 1963 in Turin (Italy), resident in Le Terrazze della Foce snc, 07020 Località Barrabisa, Palau (Italie),

as new managers of the Company and appointment of Mrs Maria Grazia DI STEFANO, born on August 18th, 1964 in Catania (Italy), resident, via Pietro Egidi, 6, in Turin (Italy), as sole member of the "Collegio Sindacale" of the Company once governed by Italian law.

Their term of office will take effect from the date of the issue of a Certificate of Registration by the Italian Registrar of Companies and shall be subject to Italian Law.

Ninth resolution

The sole shareholder confirms that the new Memorandum and Articles of Association are consistent with Italian Law requirements, that the Company will, conditional upon the issue of a Certificate of Registration by the Italian Registrar of Companies and with effect from the date of such issue, cease to be a Luxembourg company and, subject to the applicable

provisions of Italian law, will be subject only to the applicable laws of Italy and that neither the transfer of the registered office of the Company nor the change of its nationality and of its corporate form entail the creation of a new legal entity.

Tenth resolution

The sole shareholder further resolves to appoint SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, a limited company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 13.859, in order to represent solely the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg in relation to any administrative, fiscal and other matters necessary or useful relatively to the formalities and operations to be accomplished in relation to the transfer of the registered office.

MEMORANDUM AND ARTICLES OF ASSOCIATION (FOR ITALIAN LAW PURPOSES)

"Denominazione - Oggetto - Sede - Durata - Domicilio

Art. 1. E' costituita la società a responsabilità limitata con la denominazione:

"CABLE INTERNATIONAL S.R.L."

Art. 2. La società ha per oggetto le seguenti attività che potranno essere svolte in Italia e all'estero:

- l'acquisizione e la gestione, sia direttamente che indirettamente, di partecipazioni di minoranza o di controllo in società quotate e non, imprese o altre entità, anche con sede all'estero, ivi compresa l'acquisizione di strumenti finanziari rappresentativi di titoli di credito, titoli di debito o strumenti derivati; la concessione di finanziamenti alle società partecipate;

- l'assunzione della carica di amministratore in società, enti, e altre persone giuridiche.

La società, in via non prevalente bensì strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, mobiliari ed immobiliari ritenute necessarie od utili, potrà prestare garanzie personali e reali anche a favore di terzi, potrà assumere partecipazioni ed interessenze in altre imprese, società, consorzi, costituite o da costituirsi. E' comunque escluso lo svolgimento nei confronti del pubblico di qualunque attività qualificata dalla legge come finanziaria.

Art. 3. La società ha sede nel Comune di Torino.

La Società ha facoltà di istituire altrove sedi secondarie, succursali, agenzie e rappresentanze, di trasferirle e di sopprimerle.

Art. 4. La durata della società è fissata fino al 31 marzo 2060.

Art. 5. Il domicilio dei soci, per quanto concerne i rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese, salva diversa elezione di domicilio comunicata per iscritto all'organo amministrativo.

Capitale sociale e conferimenti

Art. 6. Il capitale sociale è di euro 446,208.3446

Art. 7. La delibera di aumento del capitale sociale può consentire il conferimento di qualsiasi elemento suscettibile di valutazione economica, compresa la prestazione di opera o di servizi a favore della società, determinando le modalità del conferimento; in mancanza di diversa indicazione il conferimento deve essere eseguito in denaro.

La polizza o la fideiussione previste dalla legge a garanzia degli obblighi di prestazione d'opera o di servizi possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 c.c.

Art. 8. In caso di riduzione del capitale per perdite può essere omesso il deposito preventivo presso la sede sociale della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del revisore nei casi previsti dall'art. 2477 c.c.

Finanziamenti dei soci - Titoli di debito

Art. 9. La società potrà acquisire dai soci finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

Art. 10. La società con delibera assembleare adottata all'unanimità dei soci può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il doppio del capitale sociale sottoscritto e versato, della riserva legale e delle riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato. Detti titoli potranno essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali.

Trasferimento delle partecipazioni sociali

Art. 11. Le partecipazioni sociali ed i relativi diritti sono liberamente divisibili e sono trasferibili "mortis causa" nonché per atto tra vivi ma, in tal ultimo caso, alle condizioni di seguito indicate.

Qualora un socio intenda trasferire ad altri soci o a terzi - per atto tra vivi in tutto od in parte le proprie quote di partecipazione o i diritti di sottoscrizione in caso di aumento del capitale sociale - dovrà previamente, a mezzo di lettera raccomandata A.R., offrirli in prelazione agli altri soci, specificando il nome dei soggetti o del soggetto disposti all'acquisto e le relative condizioni.

Con il termine "trasferire" di cui al comma precedente si intende qualsiasi negozio anche a titolo gratuito (ivi inclusi: vendita, donazione, permuta, conferimento in società, vendita forzata, fusione o liquidazione della società), in forza del quale si consegue in via diretta o in via indiretta il risultato del trasferimento della proprietà ovvero di diritti reali di godimento e di garanzia sulle quote di partecipazione o sui diritti di sottoscrizione.

I soci che intendano esercitare il diritto di prelazione devono entro venti giorni dal ricevimento della lettera raccomandata di cui sopra darne comunicazione con le stesse forme all'offerente e per conoscenza agli altri soci. In tale lettera dovrà essere manifestata incondizionatamente la volontà di acquistare tutte le quote di partecipazione o i diritti offerti in vendita. Nel caso che l'offerta venga accettata da più soci, le quote di partecipazione o i diritti offerti saranno attribuiti ad essi in proporzione alla rispettiva partecipazione.

Se il prezzo indicato dall'offerente è considerato eccessivo dai soci che intendono esercitare il diritto di prelazione, essi possono adire la procedura di arbitraggio di cui infra nel presente articolo, tesa alla nuova determinazione del prezzo delle quote di partecipazione o dei diritti di sottoscrizione. In tal caso essi devono inviare al socio offerente, entro venti giorni dal ricevimento della lettera raccomandata contenente l'offerta di cessione, comunicazione a mezzo lettera A.R. dell'intenzione di avvalersi della procedura di arbitraggio.

Entro quindici giorni dal ricevimento della predetta comunicazione contenente la richiesta dell'arbitraggio, le parti dovranno addivenire alla nomina dell'arbitratore a cui spetterà la determinazione del prezzo delle quote di partecipazione o dei diritti oggetto di cessione. L'arbitratore sarà nominato d'accordo tra le parti ovvero in caso di disaccordo fra le parti stesse dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti del luogo in cui la società avrà sede alla data della richiesta di arbitraggio

L'arbitratore dovrà addivenire alla definizione del prezzo entro quaranta giorni dall'accettazione della nomina.

Le spese per l'attività dell'arbitratore saranno a carico del socio offerente nell'ipotesi in cui il prezzo determinato dall'arbitratore stesso risulti di oltre il 20% inferiore rispetto a quello indicato in sede di offerta o, in caso contrario, dette spese saranno a carico del socio o dei soci istanti.

Qualora il trasferimento delle quote di partecipazione o dei diritti da offrire in prelazione avvenga a titolo gratuito o, comunque, senza previsione di un corrispettivo in danaro, i soci che intendano esercitare il diritto di prelazione dovranno corrispondere un prezzo pari al valore effettivo delle quote di partecipazione determinato sulla base di una situazione patrimoniale che sarà redatta dall'organo amministrativo e sottoposta all'approvazione unanime dell'assemblea. In caso di disaccordo tra i soci sulla congruità di detto corrispettivo la determinazione del valore della partecipazione sarà effettuata da un arbitratore da nominarsi dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti del luogo in cui la società avrà sede alla data della richiesta di arbitraggio le cui spese di procedura saranno poste a carico dei soci interessati in parti uguali.

Il prezzo così determinato sarà vincolante per i soci e dovrà essere comunicato alle parti entro quaranta giorni dall'accettazione della nomina da parte dell'arbitratore.

In tutti i casi di cui sopra, l'atto di cessione dovrà essere effettuato entro novanta giorni decorrenti dalla data della dichiarazione dell'esercizio di prelazione ovvero dalla data di comunicazione della determinazione del prezzo.

Qualora l'offerta di vendita avvenga in sede assembleare, le formalità di cui sopra potranno essere tralasciate limitatamente ai soci presenti personalmente o per delega, i quali rinuncino espressamente in tale sede all'esercizio del diritto di prelazione.

La società comunicherà al Registro delle Imprese il nominativo dei nuovi soci, solo dopo aver verificato il regolare svolgimento della procedura suddetta.

Le quote di partecipazione e ogni diritto sulle stesse, pervenuti in proprietà o altro diritto in forza di successione legittima o testamentaria, dovranno essere offerte in opzione ai soci superstiti con le modalità sopra previste.

In tal caso la situazione patrimoniale dovrà essere approvata dai soci superstiti e dagli eredi o legatari del socio defunto; in caso di disaccordo sulla congruità di detto corrispettivo la determinazione del valore della partecipazione sarà rimessa a un arbitratore secondo quanto sopra previsto.

Fino a quando non siano state fatte le comunicazioni di offerta di cessione delle partecipazioni, l'erede o il legatario del socio defunto non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti le quote di partecipazione, non potrà trasferire le stesse o diritti inerenti, con effetto diretto verso la società

Le clausole contenute presente articolo potranno essere modificate esclusivamente con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno l'ottanta per cento del capitale sociale.

Recesso del socio

Art. 12. I soci hanno diritto di recedere nei casi e con gli effetti previsti dalla legge, per l'intera partecipazione.

Il recesso viene esercitato mediante lettera raccomandata a.r. spedita all'organo amministrativo della società.

Salve le ipotesi in cui il diritto di recesso non dipenda dal verificarsi di una specifica causa, la spedizione della raccomandata a.r. deve avvenire, a pena di decadenza, entro quindici giorni decorrenti: (a) dall'iscrizione nel registro delle imprese della deliberazione che ne è causa; ovvero, (b) se la specifica causa non consiste in una deliberazione soggetta ad iscrizione nel Registro Imprese, entro quindici giorni dal momento in cui il socio ha avuto conoscenza della causa di recesso.

Non sono previste cause di esclusione dei soci.

Decisioni dei soci

Art. 13. Le decisioni dei soci prese in conformità alla legge e al presente statuto vincolano tutti i soci, ancorché assenti o dissenzienti.

Art. 14. Sono riservate alla competenza dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori;
- 3) l'eventuale nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale e del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo e dello statuto;
- 5) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- 6) la nomina e la revoca dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione;
- 7) le altre decisioni che la legge o il presente statuto riservano alla competenza dei soci.

In tutti i casi espressamente previsti dalla legge oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate con il metodo assembleare di cui al successivo art. 16.

In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

Consultazione scritta e consenso per iscritto

Art. 15. Le decisioni dei soci possono essere adottate, nei limiti previsti dalla legge, anche mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che siano rispettati i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che: (a) dai documenti sottoscritti dai soci risulti con chiarezza l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa; (b) ad ogni socio sia concesso di partecipare alle decisioni e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, siano informati della decisione da assumere; (c) sia assicurata l'acquisizione dei documenti sottoscritti agli atti della società e la trascrizione della decisione nei libri sociali, con l'indicazione della data in cui essa si è perfezionata e in cui è stata trascritta; (d) sia rispettato il diritto, in quanto spettante agli amministratori ed ai soci in virtù dell'art. 2479 c.c., di richiedere che la decisione sia adottata mediante deliberazione assembleare.

Le deliberazioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare di cui al successivo articolo 16 con riferimento alle materie di cui al precedente articolo 14 numeri 4) e 5) , nel caso previsto dal quarto comma dell'articolo 2482 bis c.c. oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale.

Assemblea dei soci - Convocazione - Intervento e voto

Art. 16. L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero, nei casi previsti dall'art. 2364 secondo comma c.c., entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

L'assemblea dei soci può essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché all'interno dell'Unione Europea, degli Stati Uniti d'America e del Giappone.

La convocazione dell'assemblea viene effettuata con lettera raccomandata inviata ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza, oppure mediante telefax o posta elettronica, con prova del ricevimento, trasmessi almeno cinque giorni prima dell'adunanza qualora i soci abbiano comunicato all'organo amministrativo, il proprio numero telefax ricevente e/ o il proprio indirizzo di posta elettronica.

L'avviso di convocazione potrà contenere la fissazione per un altro giorno della seconda adunanza, qualora la prima dovesse andare deserta.

Sono tuttavia valide le assemblee anche in mancanza di formale convocazione quando (a) ad esse partecipi l'intero capitale sociale, (b) tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, siano presenti o informati della riunione e (c) nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

Quando gli amministratori e i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, devono rilasciare apposita dichiarazione scritta - da conservarsi agli atti della società - dalla quale risulti che gli stessi sono stati informati della riunione e di tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e che non si oppongono alla trattazione degli stessi.

L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o, in mancanza di quest'ultimo, da persona eletta con il voto della maggioranza del capitale sociale presente in assemblea.

L'assemblea nomina un segretario anche non socio. Nei casi di legge e quando l'organo amministrativo o il presidente dell'assemblea lo ritenga opportuno, il verbale viene redatto da un notaio. In tal caso, l'assistenza del segretario non è necessaria.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni, da tenersi sempre con voto palese.

Hanno diritto ad intervenire alle assemblee i soci regolarmente iscritti nel Registro delle Imprese.

Ogni socio che abbia diritto di intervento alle assemblee può farsi rappresentare da altri soggetti con delega scritta, osservate le disposizioni inderogabili di legge.

L'assemblea può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In particolare è necessario che: (a) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione; (b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione; (c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione sugli argomenti posti all'ordine del giorno in tempo reale, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti; (d) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria), se previsti, i luoghi audio o video collegati nei quali gli intervenuti possano affluire, e/o il numero di telefono da comporre per collegarsi; (e) siano presenti nello stesso luogo il presidente e il soggetto verbalizzante, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo.

Maggioranze

Art. 17. Le decisioni dei soci di cui all'articolo 15 e 16 del presente statuto, sono assunte con voto favorevole della maggioranza assoluta del capitale sociale.

Art. 18. Le decisioni dei soci relative ad operazioni sul capitale sociale sono assunte con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 75%(settantacinque per cento) del capitale sociale.

Amministrazione

Art. 19. La società è amministrata da un amministratore unico ovvero da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di tre membri ed un massimo di cinque membri.

Gli amministratori possono essere anche non soci, durano in carica per il periodo determinato all'atto della loro nomina e sono rieleggibili.

Art. 20. Se per qualsiasi causa viene meno la maggioranza degli amministratori l'intero consiglio di amministrazione deve intendersi dimissionario.

Art. 21. L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione e ha quindi la facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione e il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge riserva in modo inderogabile alla decisione dei soci.

L'organo amministrativo può nominare procuratori per determinati atti o categorie di atti e nominare direttori anche generali.

Art. 22. La rappresentanza generale della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ovvero all'amministratore unico. Spetta, inoltre, agli amministratori delegati, ai direttori, agli institori e ai procuratori nei limiti dei poteri determinati dall'organo amministrativo nell'atto di nomina.

Art. 23. Il consiglio di amministrazione qualora non vi abbiano provveduto i soci in sede di nomina, elegge tra i suoi componenti il presidente ed eventualmente un vice presidente, che esercita le funzioni del primo in caso di sua assenza o impedimento, e può nominare uno o più amministratori delegati determinandone i poteri nei limiti previsti dalla legge.

Art. 24. Il consiglio si riunisce, sia nella sede della società che altrove, purchè in Italia, negli altri paesi dell'Unione Europea, negli Stati Uniti d'America e in Giappone, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta domanda anche da uno solo dei suoi membri o dal collegio sindacale, se nominato.

La convocazione del consiglio è effettuata dal presidente con avviso da inviarsi - mediante lettera, telegramma, telefax o posta elettronica con prova del ricevimento - al domicilio di ciascun amministratore e sindaco effettivo, se nominato, cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza; in caso di urgenza, un giorno prima di quello fissato per l'adunanza.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, a condizione che: (a) siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che pro-

vvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo; (b) che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione; (c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione; (d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio sono necessari la presenza effettiva della maggioranza dei consiglieri e il voto favorevole della maggioranza dei presenti.

In mancanza di formale convocazione il consiglio delibera validamente quando sono presenti tutti gli amministratori e i componenti dell'eventuale organo di controllo.

Le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere adottate anche mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

Tuttavia, qualora ne faccia richiesta almeno un amministratore prima che la procedura si sia conclusa, il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale, come sopra previsto.

La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

Il procedimento deve concludersi entro trenta giorni dal suo inizio.

Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nell'apposito libro. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 25. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio, inoltre i soci possono assegnare loro un compenso annuale, in misura fissa o proporzionale agli utili di esercizio, e riconoscere un'indennità per la cessazione del mandato.

Organo di controllo e revisione legale dei conti

Art. 26. La società può nominare, ai sensi dell'articolo 2477 primo comma c.c., un organo di controllo o un revisore.

Nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'art. 2477 c.c., la nomina dell'organo di controllo o del revisore è obbligatoria.

Ove nominato, all'organo di controllo si applicano le disposizioni in tema di società per azioni.

Nei limiti consentiti dalla legge pro tempore vigente, l'organo di controllo è unipersonale o pluripersonale secondo quanto deciso dall'assemblea dei soci.

La revisione legale dei conti è esercitata secondo quanto previsto dalla legge.

Bilancio e utili

Art. 27. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 marzo di ogni anno.

Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo che l'assemblea non deliberi diversamente.

Scioglimento e liquidazione

Art. 28. Addivenendosi in qualsiasi tempo e per qualsiasi causa allo scioglimento della società l'assemblea determina le modalità della liquidazione e nomina uno o più liquidatori, fissandone i poteri.

Art. 29. Per quanto non espressamente previsto si applicano le norme di legge e, in quanto compatibili, le norme in materia di società per azioni."

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at two thousand four hundred euro (EUR 2,400).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingt-cinq mai.

Par devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A eu lieu une assemblée générale extraordinaire de CABLE INTERNATIONAL S.A., société anonyme qui est constituée et fonctionne conformément aux lois du Luxembourg et dont le siège est établi au 1921, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite sur le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg numéro B 75.067 (la «Société»). La Société a été constituée par acte de Maître Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Hesperange du 10 mars 2000 et publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 515 du 19 juillet 2000. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 27 mars 2012, non encore publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Madame Emmanuelle BRULE, employée privée, demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1750 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec même adresse professionnelle.

Étant donné la nomination du président de l'assemblée, le président déclare et demande au notaire soussigné d'acter comme suit :

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit :

1. Approbation d'une situation comptable intérimaire de la Société au 5 mai 2012.
2. Changement de la forme juridique de la société de façon à ce qu'elle soit transformée de société anonyme en société à responsabilité limitée et modification subséquente des statuts de la société, plus particulièrement à ce sujet, changement du nom en «CABLE INTERNATIONAL S.à r.l.».
3. Acceptation de la démission des administrateurs et commissaire aux comptes et décharge et nomination statutaire.
4. Transfert du siège de la Société de Luxembourg en Italie sous condition de délivrance d'un Certificat d'Immatriculation par le Registre de Commerce de Turin (Italie) (dorénavant «Registre de Commerce italien») qui sera valable dès sa date d'émission.
5. Fixation du siège social de la Société en Italie.
6. Modification du nom de la Société de «CABLE INTERNATIONAL S.à r.l.» en «Cable International S.R.L.» et refonte complète des statuts de la Société conformément à la législation italienne (dorénavant le «Nouveau Mémoire et Statuts de la Société») et plus particulièrement à ce sujet fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 mars 2060 et modification de son objet pour lui donner la teneur en langue italienne suivante:

«La società ha per oggetto le seguenti attività che potranno essere svolte in Italia e all'estero:

- l'acquisizione e la gestione, sia direttamente che indirettamente, di partecipazioni di minoranza o di controllo in società quotate e non, imprese o altre entità, anche con sede all'estero, ivi compresa l'acquisizione di strumenti finanziari rappresentativi di titoli di credito, titoli di debito o strumenti derivati; la concessione di finanziamenti alle società partecipate;

- l'assunzione della carica di amministratore in società, enti, e altre persone giuridiche.

La società, in via non prevalente bensì strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, mobiliari ed immobiliari ritenute necessarie od utili, potrà prestare garanzie personali e reali anche a favore di terzi, potrà assumere partecipazioni ed interessenze in altre imprese, società, consorzi, costituite o da costituirsi. E' comunque escluso lo svolgimento nei confronti del pubblico di qualunque attività qualificata dalla legge come finanziaria.»

7. Acceptation de la démission des gérants actuels de la Société, légalement nommés, conformément à la législation du Luxembourg sous condition de délivrance d'un Certificat d'Immatriculation par le Registre de Commerce italien et désengagement de toute responsabilité qui découle des devoirs du Conseil d'Administration valable jusqu'à ce jour.

8. Nomination de Monsieur Masaaki YOSHIZAWA, Monsieur Paul BRADLEY de de Monsieur Fabrizio BORRA comme nouveau gérant de la Société et nomination de Madame Maria Grazia DI STEFANO, comme réviseur de la Société, à partir du moment où elle sera régie par la législation italienne.

9. Certification par les Actionnaires de la Société que le nouveau Mémoire et les Statuts de la Société sont conformes aux conditions de la législation italienne, que la Société, sous condition de délivrance d'un Certificat d'Immatriculation par le Registre de Commerce italien valable dès son jour de délivrance, cesse d'être une société luxembourgeoise et elle sera exclusivement soumise aux lois italiennes en vigueur ainsi que ni le transfert du siège de la Société ni le changement de la nationalité de la Société n'entraînent pas la création d'une nouvelle entité juridique.

10. Délégation de tous pouvoirs à SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE pour représenter seul la Société au Grand-Duché de Luxembourg dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège.

11. Divers.

II. L'actionnaire unique qui est présent ou représenté et le nombre d'actions qu'il possède sont indiqués sur la liste de présence. La liste de présence est signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, les membres de l'assemblée et le notaire soussigné et restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire unique représenté après être signée «ne varietur» par le mandataire, les membres de l'assemblée et le notaire soussigné, seront annexées au présent acte.

III. Il apparaît de la liste de présence que toutes les dix-huit mille (18.000) actions de la Société sans désignation de valeur nominale, qui représentent l'entière du capital social total de la Société qui s'élève à quatre cent quarante-six mille deux cent huit euros virgule trois quatre quatre six (446.208,3446 EUR) sont représentées à la présente assemblée.

IV. Étant donné que les actions qui constituent le 100% du capital social sont représentées, l'assemblée est en quorum et elle peut prendre des décisions sur les questions de l'ordre du jour. L'actionnaire unique représenté a déclaré qu'il a été informé sur les questions de l'ordre du jour de l'assemblée avant l'assemblée et déclare qu'il renonce aux formalités de convocation usuelles.

À la suite des délibérations, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la Société au 5 mai 2012.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide changer la forme juridique de la société à Luxembourg de façon à ce qu'elle soit transformée de société anonyme en société à responsabilité limitée et modification de la dénomination de la Société en «CABLE INTERNATIONAL S.à r.l.» sans discontinuation de son statut légal, avec effet au 25 mai 2012.

Le capital social et les réserves de la Société resteront intactes, de même que chaque poste de l'actif et du passif, amortissements, estimations, dépréciations.

La société à responsabilité limitée continuera à garder les comptes tenus par la société anonyme.

En conséquence l'actionnaire unique décide d'adapter les statuts de la société à leur nouvelle forme juridique pour leur donner la version coordonnée suivante:

« **Art. 1^{er}** . La Société prend la dénomination de CABLE INTERNATIONAL S.à r.l..

Art. 2. Le siège social est fixé à Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons.

A tous effets, la société peut notamment:

- accorder des crédits sous toutes formes aux sociétés dans lesquelles elle-même a un intérêt direct ou indirect ainsi qu'aux sociétés dépendantes ou se rattachant directement ou indirectement au groupe dont elle fait elle-même partie y compris, dans les limites légales, la maison mère, soit avec ses fonds propres soit avec les fonds provenant d'emprunts contractés par elle-même,

- se porter caution, sous quelque forme que ce soit, en faveur de sociétés dans lesquelles elle-même a un intérêt direct ou indirect ainsi que de sociétés dépendantes ou se rattachant directement ou indirectement au groupe dont elle fait elle-même partie y compris, dans les limites légales, la maison mère.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 446.208,3446 (quatre cent quarante-six mille deux cent huit euros virgule trois quatre quatre six euros) représenté par 18.000 (dix-huit mille) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Vis-à-vis des tiers, elles sont cessibles dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Au cas où la société ne devait avoir qu'un seul associé, les décisions sont prises par l'associé unique et sont retenues par écrit ou inscrites sur un procès-verbal.

Art. 8. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérant(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés, statuant à la majorité simple des parts sociales comme stipulé à l'article 12 pour les assemblées non modificatives des statuts.

Le gérant unique peut accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social sauf ceux que la loi réserve à la décision des associés.

En cas de nomination de plusieurs gérants, leur signature conjointe est exigée pour engager valablement la société, sauf délégation spéciale.

Le mandat du ou des gérants peut être conféré pour une durée limitée ou illimitée.

Art. 9. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou l'un des associés. En cas de décès d'un associé, la société continue entre les héritiers de l'associé unique décédé ou entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé tout ceci dans les limites de l'article 189 de la loi sur les sociétés. La société ne reconnaît cependant qu'un seul propriétaire par part sociale et les héritiers devront désigner l'un d'eux pour les représenter au regard de la société.

Les héritiers et créanciers ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Art. 11. La société sera dissoute conformément aux dispositions légales.

Art. 12. Les décisions non modificatives des statuts ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si, par suite d'absence ou d'abstention d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications statutaires sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Lorsque la société n'a qu'un seul associé les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés sont attribués à l'associé unique et les décisions de l'associé unique sont prises dans les formes prévues à l'article 7.

Art. 13. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les statuts, les associés se soumettent à la législation en vigueur.»

Suite à la susdite transformation, toutes les dix-huit mille (18.000) parts sociales sont détenues par "Yakazi Automotive Products SRL".

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide d'accepter la démission des trois administrateurs actuels de la société Monsieur Masaaki YOSHIZAWA, Monsieur Paul BRADLEY et Monsieur Fabrizio BORRA et du commissaire aux comptes actuel ALTER AUDIT s.à r.l. et leur accorde décharge pour le mandat qu'ils ont exercé dans la société jusqu'à ce jour.

Sont nommés comme nouveaux gérants de la Société:

- Monsieur Fabrizio BORRA;
 - Monsieur Paul BRADLEY; et
 - Monsieur Masaaki YOSHIZAWA,
- pour une durée indéterminée.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide de transférer le siège de la Société du Luxembourg en Italie et par conséquent, reconnaître la transformation de la nationalité de la Société de Société Luxembourgeoise en Société Italienne sous condition de délivrance d'un Certificat d'Immatriculation par le Registre de Commerce italien, qui sera valable dès sa date de délivrance, date à partir de laquelle la Société sera considérée comme ayant son siège en Italie, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 3, 67-1 (1) et 159, deuxième paragraphe de la loi luxembourgeoise sur les sociétés.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique décide de fixer le siège de la Société en Italie, au 29 Via Leonardo da Vinci, Grugliasco (Turin), et conserver tous les livres des comptes de la Société à cet endroit, conformément à la loi italienne et transférer le siège de la Société en Italie.

Sixième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier la dénomination de la Société en «Cable International S.R.L.», approuvée par le Registre de Commerce italien comme nouvelle dénomination pour la continuation de la Société en Italie.

L'actionnaire unique décide également de changer la forme juridique de la Société de société à responsabilité limitée conformément à la loi luxembourgeoise (S.à r.l.) en société à responsabilité limitée conformément à la loi italienne (S.R.L.) et d'adopter et d'établir un Nouveau Mémoire et des statuts de la Société, conformément à la législation italienne. Les nouveaux Statuts et le Mémoire sont repris à la fin du présent acte;

Septième résolution

L'actionnaire unique décide d'accepter la démission de Monsieur Fabrizio BORRA, Monsieur Paul BRADLEY et Monsieur Masaaki YOSHIKAWA en tant que gérants actuels de la Société, légalement nommés conformément à la législation luxembourgeoise sous la condition de délivrance d'un Certificat d'Immatriculation par le Registre de Commerce italien et désengagement de toute responsabilité qui découle des devoirs du Conseil d'Administration valable jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

Nomination de Monsieur Masaaki YOSHIKAWA, né le 16 juin 1949 à Ibaraki (Japon), résident au 1369-9 Hodota-cho, 370-3533 Takasaki (Japon), Monsieur Paul BRADLEY né le 6 août 1964 à Waterford (Irlande), résident au 1138 Ave. Sacadura Cabral, 4410-463 Vila Nova de Gaia (Portugal) et de Monsieur Fabrizio BORRA, né le 10 mai 1963 à Turin (Italie),

comme nouveaux gérants de la Société et nomination de Madame Maria Grazia DI STEFANO, née le 18 août 1964 en Catania (Italie), résidente ai 6 via Pietro Egidi Torino (Italie) comme unique membre du «Collegio Sindacale» de la Société, une fois qu'elle sera régie par la législation italienne.

Leur mandat sera valable à partir du moment où un Certificat d'Immatriculation sera délivré par le Registre de Commerce italien et sera soumis à la législation italienne.

Neuvième résolution

L'actionnaire unique certifie que le nouveau Mémoire et les Statuts de la Société sont établis conformément aux conditions de la République italienne et que la Société, à la suite de délivrance du Certificat d'Immatriculation par le Registre de Commerce italien, qui sera valable à partir du jour de sa délivrance, cessera d'être une société luxembourgeoise, et conformément aux dispositions en vigueur de la législation italienne, elle sera exclusivement soumise aux lois italiennes en vigueur et ni le transfert du siège de la société ni le changement de sa nationalité et de son but social n'entraînent la création d'une nouvelle entité juridique.

Dixième résolution

L'actionnaire unique délègue tous pouvoirs à SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19-21, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 13.859, pour représenter seul la Société au Grand-Duché de Luxembourg dans toutes les instances administratives, fiscales et autres, nécessaires ou utiles relativement aux formalités et actes à accomplir en relation avec le transfert du siège.

MEMORANDUM ET STATUTS (CONFORMÉMENT À LA LÉGISLATION ITALIENNE)

«Denominazione - Oggetto - Sede - Durata - Domicilio

Art. 1. E' costituita la società a responsabilità limitata con la denominazione:
"CABLE INTERNATIONAL S.R.L."

Art. 2. La società ha per oggetto le seguenti attività che potranno essere svolte in Italia e all'estero:

- l'acquisitione e la gestione, sia direttamente che indirectement, di partecipazioni de minoranza o de controllo in sociétés quotées e non, entreprises o autres entités, anche con sede all'estero, ivi compresa l'acquisitione de instruments financiers rappresentativi de titres de crédit, titres de débit o instruments dérivés; la concessione de financements alle sociétés partecipate;

- l'assunzione de la carica de amministratore in società, enti, e autres personnes juridiques.

La société, in via non prevalente bensì instrumentale al conseguimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ed immobilières ritenute nécessaires od utiles, potrà prestare garanties personnelles e réelles anche a favore de tiers, potrà assumer des participations ed interessenze in autres entreprises, sociétés, consortiums, constituées o da costituirsi. E' comunque escluso lo svolgimento nei confronti de pubblico de qualunque activité qualifiée dalla legge come finanziaria.

Art. 3. La société ha sede nel Comune de Torino.

La Società ha facultà de istituire altrove sedi secondarie, succursali, agenzie e rappresentanze, de trasferirle e de sopprimerle.

Art. 4. La durata della società è fissata fino al 31 marzo 2060.

Art. 5. Il domicilio dei soci, per quanto concerne i rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese, salva diversa elezione di domicilio comunicata per iscritto all'organo amministrativo.

Capitale sociale e conferimenti

Art. 6. Il capitale sociale è di euro 446,208.3446

Art. 7. La delibera di aumento del capitale sociale può consentire il conferimento di qualsiasi elemento suscettibile di valutazione economica, compresa la prestazione di opera o di servizi a favore della società, determinando le modalità del conferimento; in mancanza di diversa indicazione il conferimento deve essere eseguito in denaro.

La polizza o la fideiussione previste dalla legge a garanzia degli obblighi di prestazione d'opera o di servizi possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 c.c.

Art. 8. In caso di riduzione del capitale per perdite può essere omissivo il deposito preventivo presso la sede sociale della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del revisore nei casi previsti dall'art. 2477 c.c.

Finanziamenti dei soci - Titoli di debito

Art. 9. La società potrà acquisire dai soci finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

Art. 10. La società con delibera assembleare adottata all'unanimità dei soci può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il doppio del capitale sociale sottoscritto e versato, della riserva legale e delle riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato. Detti titoli potranno essere sottoscritti soltanto da investitori professionali soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali.

Trasferimento delle partecipazioni sociali

Art. 11. Le partecipazioni sociali ed i relativi diritti sono liberamente divisibili e sono trasferibili "mortis causa" nonché per atto tra vivi ma, in tal ultimo caso, alle condizioni di seguito indicate.

Qualora un socio intenda trasferire ad altri soci o a terzi - per atto tra vivi in tutto od in parte le proprie quote di partecipazione o i diritti di sottoscrizione in caso di aumento del capitale sociale - dovrà previamente, a mezzo di lettera raccomandata A.R., offrirli in prelazione agli altri soci, specificando il nome dei soggetti o del soggetto disposti all'acquisto e le relative condizioni.

Con il termine "trasferire" di cui al comma precedente si intende qualsiasi negozio anche a titolo gratuito (ivi inclusi: vendita, donazione, permuta, conferimento in società, vendita forzata, fusione o liquidazione della società), in forza del quale si consegue in via diretta o in via indiretta il risultato del trasferimento della proprietà ovvero di diritti reali di godimento e di garanzia sulle quote di partecipazione o sui diritti di sottoscrizione.

I soci che intendano esercitare il diritto di prelazione devono entro venti giorni dal ricevimento della lettera raccomandata di cui sopra darne comunicazione con le stesse forme all'offerente e per conoscenza agli altri soci. In tale lettera dovrà essere manifestata incondizionatamente la volontà di acquistare tutte le quote di partecipazione o i diritti offerti in vendita. Nel caso che l'offerta venga accettata da più soci, le quote di partecipazione o i diritti offerti saranno attribuiti ad essi in proporzione alla rispettiva partecipazione.

Se il prezzo indicato dall'offerente è considerato eccessivo dai soci che intendono esercitare il diritto di prelazione, essi possono adire la procedura di arbitraggio di cui infra nel presente articolo, tesa alla nuova determinazione del prezzo delle quote di partecipazione o dei diritti di sottoscrizione. In tal caso essi devono inviare al socio offerente, entro venti giorni dal ricevimento della lettera raccomandata contenente l'offerta di cessione, comunicazione a mezzo lettera A.R. dell'intenzione di avvalersi della procedura di arbitraggio.

Entro quindici giorni dal ricevimento della predetta comunicazione contenente la richiesta dell'arbitraggio, le parti dovranno addivenire alla nomina dell'arbitratore a cui spetterà la determinazione del prezzo delle quote di partecipazione o dei diritti oggetto di cessione. L'arbitratore sarà nominato d'accordo tra le parti ovvero in caso di disaccordo fra le parti stesse dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti del luogo in cui la società avrà sede alla data della richiesta di arbitraggio

L'arbitratore dovrà addivenire alla definizione del prezzo entro quaranta giorni dall'accettazione della nomina.

Le spese per l'attività dell'arbitratore saranno a carico del socio offerente nell'ipotesi in cui il prezzo determinato dall'arbitratore stesso risulti di oltre il 20% inferiore rispetto a quello indicato in sede di offerta o, in caso contrario, dette spese saranno a carico del socio o dei soci istanti.

Qualora il trasferimento delle quote di partecipazione o dei diritti da offrire in prelazione avvenga a titolo gratuito o, comunque, senza previsione di un corrispettivo in danaro, i soci che intendano esercitare il diritto di prelazione dovranno

corrispondere un prezzo pari al valore effettivo delle quote di partecipazione determinato sulla base di una situazione patrimoniale che sarà redatta dall'organo amministrativo e sottoposta all'approvazione unanime dell'assemblea. In caso di disaccordo tra i soci sulla congruità di detto corrispettivo la determinazione del valore della partecipazione sarà effettuata da un arbitratore da nominarsi dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti del luogo in cui la società avrà sede alla data della richiesta di arbitraggio le cui spese di procedura saranno poste a carico dei soci interessati in parti uguali.

Il prezzo così determinato sarà vincolante per i soci e dovrà essere comunicato alle parti entro quaranta giorni dall'accettazione della nomina da parte dell'arbitratore.

In tutti i casi di cui sopra, l'atto di cessione dovrà essere effettuato entro novanta giorni decorrenti dalla data della dichiarazione dell'esercizio di prelazione ovvero dalla data di comunicazione della determinazione del prezzo.

Qualora l'offerta di vendita avvenga in sede assembleare, le formalità di cui sopra potranno essere tralasciate limitatamente ai soci presenti personalmente o per delega, i quali rinuncino espressamente in tale sede all'esercizio del diritto di prelazione.

La società comunicherà al Registro delle Imprese il nominativo dei nuovi soci, solo dopo aver verificato il regolare svolgimento della procedura suddetta.

Le quote di partecipazione e ogni diritto sulle stesse, pervenuti in proprietà o altro diritto in forza di successione legittima o testamentaria, dovranno essere offerte in opzione ai soci superstiti con le modalità sopra previste.

In tal caso la situazione patrimoniale dovrà essere approvata dai soci superstiti e dagli eredi o legatari del socio defunto; in caso di disaccordo sulla congruità di detto corrispettivo la determinazione del valore della partecipazione sarà rimessa a un arbitratore secondo quanto sopra previsto.

Fino a quando non siano state fatte le comunicazioni di offerta di cessione delle partecipazioni, l'erede o il legatario del socio defunto non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti le quote di partecipazione, non potrà trasferire le stesse o diritti inerenti, con effetto diretto verso la società

Le clausole contenute presente articolo potranno essere modificate esclusivamente con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno l'ottanta per cento del capitale sociale.

Recesso del socio

Art. 12. I soci hanno diritto di recedere nei casi e con gli effetti previsti dalla legge, per l'intera partecipazione.

Il recesso viene esercitato mediante lettera raccomandata a.r. spedita all'organo amministrativo della società.

Salve le ipotesi in cui il diritto di recesso non dipenda dal verificarsi di una specifica causa, la spedizione della raccomandata a.r. deve avvenire, a pena di decadenza, entro quindici giorni decorrenti: (a) dall'iscrizione nel registro delle imprese della deliberazione che ne è causa; ovvero, (b) se la specifica causa non consiste in una deliberazione soggetta ad iscrizione nel Registro Imprese, entro quindici giorni dal momento in cui il socio ha avuto conoscenza della causa di recesso.

Non sono previste cause di esclusione dei soci.

Decisioni dei soci

Art. 13. Le decisioni dei soci prese in conformità alla legge e al presente statuto vincolano tutti i soci, ancorché assenti o dissenzienti.

Art. 14. Sono riservate alla competenza dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori;
- 3) l'eventuale nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale e del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo e dello statuto;
- 5) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- 6) la nomina e la revoca dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione;
- 7) le altre decisioni che la legge o il presente statuto riservano alla competenza dei soci.

In tutti i casi espressamente previsti dalla legge oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate con il metodo assembleare di cui al successivo art. 16.

In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

Consultazione scritta e consenso per iscritto

Art. 15. Le decisioni dei soci possono essere adottate, nei limiti previsti dalla legge, anche mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che siano rispettati i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che: (a) dai documenti sottoscritti dai soci risulti con chiarezza

l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa; (b) ad ogni socio sia concesso di partecipare alle decisioni e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, siano informati della decisione da assumere; (c) sia assicurata l'acquisizione dei documenti sottoscritti agli atti della società e la trascrizione della decisione nei libri sociali, con l'indicazione della data in cui essa si è perfezionata e in cui è stata trascritta; (d) sia rispettato il diritto, in quanto spettante agli amministratori ed ai soci in virtù dell'art. 2479 c.c., di richiedere che la decisione sia adottata mediante deliberazione assembleare.

Le deliberazioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare di cui al successivo articolo 16 con riferimento alle materie di cui al precedente articolo 14 numeri 4) e 5) , nel caso previsto dal quarto comma dell'articolo 2482 bis c.c. oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale.

Assemblea dei soci - Convocazione - Intervento e voto

Art. 16. L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero, nei casi previsti dall'art. 2364 secondo comma c.c., entro centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

L'assemblea dei soci può essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché all'interno dell'Unione Europea, degli Stati Uniti d'America e del Giappone.

La convocazione dell'assemblea viene effettuata con lettera raccomandata inviata ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza, oppure mediante telefax o posta elettronica, con prova del ricevimento, trasmessi almeno cinque giorni prima dell'adunanza qualora i soci abbiano comunicato all'organo amministrativo, il proprio numero telefax ricevente e/ o il proprio indirizzo di posta elettronica.

L'avviso di convocazione potrà contenere la fissazione per un altro giorno della seconda adunanza, qualora la prima dovesse andare deserta.

Sono tuttavia valide le assemblee anche in mancanza di formale convocazione quando (a) ad esse partecipi l'intero capitale sociale, (b) tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, siano presenti o informati della riunione e (c) nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

Quando gli amministratori e i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, devono rilasciare apposita dichiarazione scritta - da conservarsi agli atti della società - dalla quale risulti che gli stessi sono stati informati della riunione e di tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e che non si oppongono alla trattazione degli stessi.

L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o, in mancanza di quest'ultimo, da persona eletta con il voto della maggioranza del capitale sociale presente in assemblea.

L'assemblea nomina un segretario anche non socio. Nei casi di legge e quando l'organo amministrativo o il presidente dell'assemblea lo ritenga opportuno, il verbale viene redatto da un notaio. In tal caso, l'assistenza del segretario non è necessaria.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni, da tenersi sempre con voto palese.

Hanno diritto ad intervenire alle assemblee i soci regolarmente iscritti nel Registro delle Imprese.

Ogni socio che abbia diritto di intervento alle assemblee può farsi rappresentare da altri soggetti con delega scritta, osservate le disposizioni inderogabili di legge.

L'assemblea può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In particolare è necessario che: (a) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione; (b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione; (c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione sugli argomenti posti all'ordine del giorno in tempo reale, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti; (d) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria), se previsti, i luoghi audio o video collegati nei quali gli intervenuti possano affluire, e/o il numero di telefono da comporre per collegarsi; (e) siano presenti nello stesso luogo il presidente e il soggetto verbalizzante, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo.

Maggioranze

Art. 17. Le decisioni dei soci di cui all'articolo 15 e 16 del presente statuto, sono assunte con voto favorevole della maggioranza assoluta del capitale sociale.

Art. 18. Le decisioni dei soci relative ad operazioni sul capitale sociale sono assunte con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno il 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale.

Amministrazione

Art. 19. La società è amministrata da un amministratore unico ovvero da un consiglio di amministrazione composto da un minimo di tre membri ed un massimo di cinque membri.

Gli amministratori possono essere anche non soci, durano in carica per il periodo determinato all'atto della loro nomina e sono rieleggibili.

Art. 20. Se per qualsiasi causa viene meno la maggioranza degli amministratori l'intero consiglio di amministrazione deve intendersi dimissionario.

Art. 21. L'organo amministrativo è investito dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione e ha quindi la facoltà di compiere tutti gli atti che ritiene opportuni per l'attuazione e il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge riserva in modo inderogabile alla decisione dei soci.

L'organo amministrativo può nominare procuratori per determinati atti o categorie di atti e nominare direttori anche generali.

Art. 22. La rappresentanza generale della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ovvero all'amministratore unico. Spetta, inoltre, agli amministratori delegati, ai direttori, agli institori e ai procuratori nei limiti dei poteri determinati dall'organo amministrativo nell'atto di nomina.

Art. 23. Il consiglio di amministrazione qualora non vi abbiano provveduto i soci in sede di nomina, elegge tra i suoi componenti il presidente ed eventualmente un vice presidente, che esercita le funzioni del primo in caso di sua assenza o impedimento, e può nominare uno o più amministratori delegati determinandone i poteri nei limiti previsti dalla legge.

Art. 24. Il consiglio si riunisce, sia nella sede della società che altrove, purchè in Italia, negli altri paesi dell'Unione Europea, negli Stati Uniti d'America e in Giappone, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta domanda anche da uno solo dei suoi membri o dal collegio sindacale, se nominato.

La convocazione del consiglio è effettuata dal presidente con avviso da inviarsi - mediante lettera, telegramma, telefax o posta elettronica con prova del ricevimento - al domicilio di ciascun amministratore e sindaco effettivo, se nominato, cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza; in caso di urgenza, un giorno prima di quello fissato per l'adunanza.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, a condizione che: (a) siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo; (b) che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione; (c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione; (d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio sono necessari la presenza effettiva della maggioranza dei consiglieri e il voto favorevole della maggioranza dei presenti.

In mancanza di formale convocazione il consiglio delibera validamente quando sono presenti tutti gli amministratori e i componenti dell'eventuale organo di controllo.

Le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere adottate anche mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

Tuttavia, qualora ne faccia richiesta almeno un amministratore prima che la procedura si sia conclusa, il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale, come sopra previsto.

La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purchè sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

Il procedimento deve concludersi entro trenta giorni dal suo inizio.

Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica.

Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nell'apposito libro. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 25. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio, inoltre i soci possono assegnare loro un compenso annuale, in misura fissa o proporzionale agli utili di esercizio, e riconoscere un'indennità per la cessazione del mandato.

Organo di controllo e revisione legale dei conti

Art. 26. La società può nominare, ai sensi dell'articolo 2477 primo comma c.c., un organo di controllo o un revisore. Nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'art. 2477 c.c., la nomina dell'organo di controllo o del revisore è obbligatoria.

Ove nominato, all'organo di controllo si applicano le disposizioni in tema di società per azioni.

Nei limiti consentiti dalla legge pro tempore vigente, l'organo di controllo è unipersonale o pluripersonale secondo quanto deciso dall'assemblea dei soci.

La revisione legale dei conti è esercitata secondo quanto previsto dalla legge.

Bilancio e utili

Art. 27. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 marzo di ogni anno.

Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo che l'assemblea non deliberi diversamente.

Scioglimento e liquidazione

Art. 28. Addivenendosi in qualsiasi tempo e per qualsiasi causa allo scioglimento della società l'assemblea determina le modalità della liquidazione e nomina uno o più liquidatori, fissandone i poteri.

Art. 29. Per quanto non espressamente previsto si applicano le norme di legge e, in quanto compatibili, le norme in materia di società per azioni."

Coût

Les coûts et frais, indemnités et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mise à sa charge en raison des présentes sont évalués approximativement à deux mille quatre cents euros (2.400.-EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été levée.

Le notaire soussigné, qui connaît l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française; et en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra et liera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le procès-verbal ayant été lu à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, ladite partie comparante a signé ensemble avec nous, notaire, le présent procès-verbal authentique.

Signé: E. Brulé, C. Petit, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1^{er} juin 2012. Relation: LAC/2012/25142. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2012.

Référence de publication: 2012074748/928.

(120105870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

SCHWEITZER ART et DESIGN S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5615 Mondorf-les-Bains, 9, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 30.722.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012075806/11.

(120106881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Schweitzer Décoration, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5615 Mondorf-les-Bains, 12, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 23.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012075807/11.

(120106882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Sea-Invest Afrique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 133.563.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2012075809/10.

(120107511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, Société Commerciale à Statut Légal Spécial.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 9, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 59.025.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012075796/10.

(120107058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

SuadaSoft S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9768 Reuler, Maison 17.

R.C.S. Luxembourg B 144.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 27 juin 2012.

Référence de publication: 2012075802/10.

(120107639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Systemberatung S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6131 Junglinster, 2-4, rue Nicolas Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 146.723.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012075803/10.

(120107204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.

Self Service Vivot S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4112 Esch-sur-Alzette, 2, place de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 75.227.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 27 juin 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012075810/10.

(120107105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2012.
